

stor
CA1
EA
94C11
FRE



INVESTIR

AU CANADA

UN CHOIX

INCONTOURNABLE



Canada

La présente brochure décrit les nombreux avantages que le Canada offre aux investisseurs. Elle fait voir que les bases de l'économie canadienne sont très solides : les perspectives de croissance sont excellentes, l'inflation est jugulée et la productivité s'est grandement accrue. Une main-d'œuvre fidèle et hautement qualifiée, des coûts de production concurrentiels et des politiques gouvernementales favorables ont permis d'établir au Canada un climat industriel et commercial qui continue d'attirer les investisseurs internationaux et qui stimule les exportations canadiennes vers les marchés mondiaux.

Investir au Canada : un choix incontournable est publié avec la collaboration de la société Ernst & Young dans le cadre du Programme de développement des investissements du gouvernement du Canada. Le document a été produit pour le compte du ministère des Affaires étrangères et du Commerce international ainsi que du ministère de l'Industrie du Canada, qui participent à ce programme.

À moins d'indication contraire, tous les montants sont exprimés en dollars canadiens.

TABLE DES MATIÈRES

LE CANADA - UN ENDROIT RENTABLE OÙ IMPLANter UNE ENTREPRISE	1
DOUZE FACTEURS DÉCISIFS CONVERGENT VERS UNE MÊME CONCLUSION : LA RENTABILITÉ	5
1. LE MARCHÉ LE PLUS RICHE DU MONDE	5
2. DES COÛTS DE LA MAIN-D'OEUVRE CONCURRENTIELS	6
3. UNE MAIN-D'OEUVRE INSTRUITE ET QUALIFIÉE	7
4. DES RELATIONS DE TRAVAIL SAINES	9
5. DES COMPÉTENCES EN MATIÈRE DE COMMERCE INTERNATIONAL	10
6. UN SECTEUR DE LA R-D DYNAMIQUE	11
7. DES MATIÈRES PREMIÈRES ABONDANTES	12
8. DES RESSOURCES ÉNERGÉTIQUES CONSIDÉRABLES ET PEU COÛTEUSES	12
9. DES FRAIS D'OCCUPATION AVANTAGEUX	14
10. UNE INFRASTRUCTURE SOPHISTIQUÉE ET EFFICIENTE	15
11. UN PEUPLE PLUS CONCILIAnt QUE SON VOISIN	16
12. DES SERVICES HORS PAIR AUX ENTREPRISES	17
DES POLITIQUES GOUVERNEMENTALES STIMULANTES	18
LE LIBRE-ÉCHANGE : DES POSSIBILITÉS EXCEPTIONNELLES POUR LES INVESTISSEURS INTERNATIONAUX	24
UN MODE DE VIE SAIN ET SOPHISTIQUÉ	26
L'ESSENTIEL DES AVANTAGES DU CANADA	29

Dept. of External Affairs
Min. des Affaires extérieures

JAN 20 1995

RETURN TO DEPARTMENTAL LIBRARY
RETOURNER A LA BIBLIOTHÈQUE DU MINISTÈRE

43-2710-2391

LE CANADA : UN ENDROIT RENTABLE OÙ IMPLANTER UNE ENTREPRISE LES RÉSULTATS FINANCIERS : L'UNIQUE RAISON POUR IMPLANTER UNE BASE COMMERCIALE AU CANADA



Le Canada est une nation commerçante où des échanges internationaux florissants s'effectuent depuis de très nombreuses années. L'heureuse combinaison d'une main-d'œuvre très instruite, de coûts de production concurrentiels et de politiques gouvernementales favorables a stimulé la confiance des entreprises étrangères qui perçoivent le Canada comme un endroit propice aux investissements. De fait, peu de pays offrent aux investisseurs un risque aussi faible ou d'aussi grandes promesses de rentabilité.

UN PÔLE D'ATTRACTION INTERNATIONAL

Les sociétés multinationales jouent depuis toujours un rôle clé dans l'économie canadienne. La présence de nombreuses sociétés internationales, l'accroissement des investissements étrangers et la hausse des valeurs mobilières canadiennes témoignent de la confiance des investisseurs à l'égard du Canada. Le stock des inves-

tissements directs étrangers (IDÉ) au Canada a augmenté de près de 70 % entre 1984 et 1993, s'élevant à environ 146 milliards de dollars en 1993. La moyenne des entrées brutes annuelles d'IDÉ a atteint quelque 10 milliards de dollars au cours des récentes années.

Bien que les sociétés américaines demeurent les plus grands investisseurs étrangers au Canada, la croissance des avoirs étrangers depuis 1985 est surtout attribuable aux investissements européens. Toutefois, les investissements asiatiques ont également augmenté.

La plupart des plus grandes sociétés du monde ont effectué des investissements considérables au Canada. Selon le classement établi par le magazine *Fortune*, 17 des 20 plus grandes sociétés industrielles du monde ont des usines au Canada. La plupart des géants américains y sont aussi implantés. Les investisseurs d'outre-mer comprennent une foule de sociétés asiatiques et européennes parmi les plus importantes, notamment Honda, Nissan, Mitsubishi et Toyota du Japon; Hyundai de Corée; Siemens d'Allemagne; Ericsson de Suède; L'Air Liquide et Michelin de France; Dowty, Glaxo et ICI du Royaume-Uni; Philips des Pays-Bas; et Ciba-Geigy, Nestlé, ABB et Oerlikon Aérospatiale de Suisse. De plus en plus, ces sociétés américaines, asiatiques et européennes utilisent leurs usines canadiennes pour alimenter leurs marchés nord-américains ou mondiaux, ou envoient des membres hautement qualifiés de leur personnel tertiaire canadien en mission à l'étranger.

« LE FAIT EST QUE LE CANADA EST UN PAYS STABLE, DOTÉ D'ABONDANTES RICHESSES NATURELLES, UN PAYS DE 27 MILLIONS D'HABITANTS QUI NE CRAIGNENT PAS LE TRAVAIL. PEU DE PAYS PEUVENT EN DIRE AUTANT. »

— SON EXCELLENCE JAMES J. BLANCHARD, AMBASSADEUR DES ÉTATS-UNIS AU CANADA

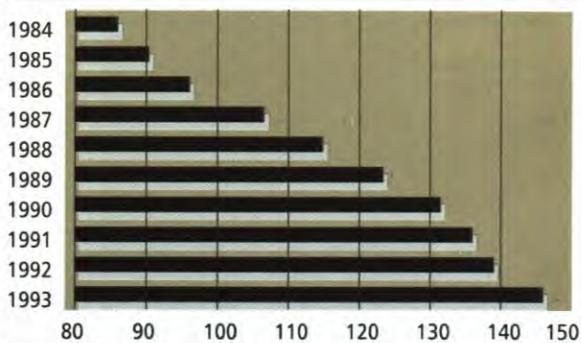
« L'EFFICACITÉ DE NOTRE USINE D'ALLISTON ET LA QUALITÉ INÉGALÉE DE SA PRODUCTION NOUS ONT PERMIS D'EXPORTER SUR LES MARCHÉS MONDIAUX À PARTIR D'UNE BASE CANADIENNE. »

— ATSUYOSHI HYOGO, PRÉSIDENT, HONDA CANADA

« NOS TRAVAILLEURS SONT PLUS PRODUCTIFS QUE CEUX DE NOMBREUX PAYS D'EUROPE. LES COÛTS SONT TRÈS CONCURRENTIELS ICI. LE PRIX DE L'ÉNERGIE Y EST JUSQU'À 10 % MOINS ÉLEVÉ QU'EN EUROPE. CE SONT LÀ DE GRANDS AVANTAGES QUI S'ALLIENT À LA STABILITÉ POLITIQUE GÉNÉRALE DU CANADA. »

— JOHN CONNOR, DIRECTEUR D'USINE, VOLKSWAGEN CANADA INC.

Le Monde continue à investir au Canada
(Montant total des investissements directs étrangers au Canada, 1984-1993, en milliards de \$)



Source : STATISTIQUE CANADA. *Bilan des investissements internationaux du Canada*, n° 67-202 au catalogue.



« DEPUIS 25 ANS, VOLVO CANADA PEUT COMPTER SUR UN PERSONNEL TRÈS COMPÉTENT QUI LUI PERMET DE CONSTRUIRE DES PRODUITS DE GRANDE QUALITÉ [...] LA PRODUCTIVITÉ DE SES EMPLOYÉS AU CANADA SOUTIENT LA CONCURRENCE AVEC LES USINES VOLVO D'AUTRES PAYS. »

— GUNNAR JENNEGREN, ANCIEN VICE-PRÉSIDENT ET DIRECTEUR GÉNÉRAL D'USINE, VOLVO CANADA

« LE CANADA EST UN BON PAYS À PARTIR DUQUEL EXPORTER SES PRODUITS [...] LE CANADA A PARTICIPÉ À PLUS DE MISSIONS DE PAIX DE L'ONU QUE TOUT AUTRE PAYS DU MONDE [...] IL COMPTE DE NOMBREUX AMIS. »

— MICHAEL PFEIFFER, PRÉSIDENT-DIRECTEUR GÉNÉRAL, HUGHES AIRCRAFT OF CANADA, FILIALE DE HUGHES AIRCRAFT (ÉTATS-UNIS)

UNE ÉCONOMIE FONDÉE SUR DES BASES SOLIDES

- *La plus forte croissance parmi les pays du Groupe des Sept (G-7).*
- *Un taux d'inflation inférieur à 2 % et qui restera faible selon les prévisions.*
- *Des hausses salariales peu élevées.*
- *Des frais de main-d'œuvre concurrentiels.*
- *D'importants investissements au chapitre des machines et du matériel.*
- *Un engagement visant le rétablissement du sens des responsabilités dans la gestion des finances publiques, la réduction du déficit et la création d'emplois.*

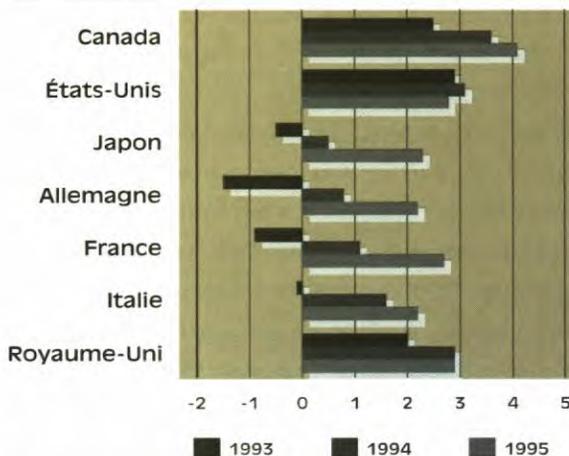
UN EXCELLENT MARCHÉ INTÉRIEUR

Parmi tous les pays du monde, le Canada se classe septième quant à la taille de son économie et deuxième pour ce qui est de son niveau de vie. Sa population aisée et en pleine expansion exerce un grand attrait

auprès des investisseurs internationaux, la demande intérieure de biens et services présentant un potentiel de croissance très prometteur. L'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE) et le Fonds monétaire international (FMI) prévoient tous les deux que le Canada jouira d'une forte croissance économique à court terme et devancera la plupart des autres pays sur ce plan. De plus, selon les résultats d'enquêtes menées par le *Conference Board* du Canada et par la firme Ernst & Young, les entrepreneurs et les gens d'affaires sont persuadés que le Canada connaîtra une forte croissance.

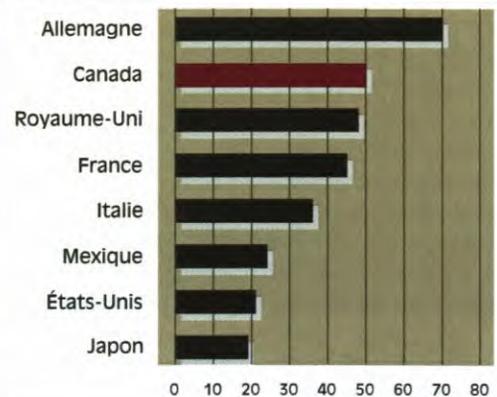
Les entreprises qui réalisent déjà des activités aux États-Unis ou en Europe trouveront au Canada des consommateurs qui se comparent à ceux de leurs marchés actuels. Les Canadiens sont généralement parmi les premiers à adopter de nouveaux produits de consommation et ils connaissent très bien les marques de commerce internationales. Les marques qui remportent le plus grand succès aux États-Unis se retrouvent dans la plupart des marchés canadiens de produits de consommation.

Forte croissance économique
(Croissance prévue du PIB, selon l'OCDE, 1993-1995 - En % du PIB)



Source : OCDE. *Perspectives économiques*.

Le Canada est une nation commerçante
(Valeur totale des échanges commerciaux en % du PIB, 1991)



Sources : OCDE. *Comptes nationaux trimestriels*, 1992, n° 4; FMI. *Statistiques financières internationales*, février 1993. Nota : Les chiffres pour le Mexique se rapportent à 1989.

Le Canada constitue une excellente base à partir de laquelle on peut pénétrer le marché nord-américain. Il permet aux gestionnaires d'entreprises européennes et asiatiques d'acquérir une précieuse expérience du marché nord-américain sans s'implanter directement dans un marché américain dynamique mais combatif.

Les entreprises d'Europe et d'Asie estiment que le grand nombre de relativement nouveaux immigrants établis au Canada et provenant de leur continent constitue un point de départ en vue de pénétrer le marché nord-américain.

UNE ÉTONNANTE CROISSANCE DES EXPORTATIONS

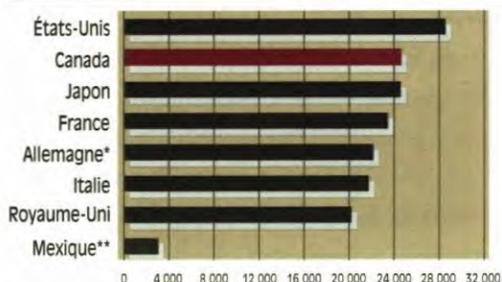
L'économie ouverte du Canada est depuis longtemps tournée vers le commerce extérieur. Le Canada se classe deuxième parmi les pays du G-7 pour ce qui est de l'ensemble de ses échanges commerciaux exprimés en pourcentage de sa production nationale. Ce fait témoigne de l'orientation internationale du monde des affaires canadien. Les exportations constituent plus du tiers du produit intérieur brut (PIB) du pays.

Croissance record des exportations (1983-1993 - En milliards de \$)



Sources : Banque du Canada; Société pour l'expansion des exportations.

Un marché intérieur riche (PIB par habitant [en équivalence de pouvoir d'achat], 1991)



Sources : OCDE. *Comptes nationaux*, vol. 1, 1960-1991; FMI. *Statistiques financières internationales*, février 1993; PlanEcon.

* Comprend la production estimative de 1990 de l'ancienne Allemagne de l'Est selon PlanEcon.

** Chiffre de 1989, la plus récente donnée disponible. Le taux de conversion EPA du peso mexicain en dollars US est le taux de change réel moyen de 1989.

Les ventes des entreprises établies au Canada sur les marchés mondiaux n'ont jamais été aussi fortes. Les exportations canadiennes ne cessent d'augmenter malgré le faible rendement de l'économie dans certains de ses marchés étrangers. Le volume des exportations canadiennes de marchandises a augmenté de 14 % en 1993, et ce, après une croissance encore plus forte en 1992. Aux termes de l'Accord de libre-échange (ALÉ) entre le Canada et les États-Unis, en vigueur depuis 1989, de nombreuses sociétés canadiennes ont augmenté leur part du marché canado-américain.

Parmi les exportations canadiennes vers les États-Unis, on compte notamment du matériel de transport, des métaux, des minerais, des céréales et des produits forestiers ainsi que des produits de pointe tels que du matériel de télécommunications et des logiciels. Selon les prévisions, le Canada exportera aux États-Unis plus d'automobiles que le Japon en 1994.

« NOUS AVONS CONSIDÉRÉ LES ÉTATS-UNIS ET D'AUTRES PAYS DU PACIFIQUE [...], MAIS NOUS AVONS CHOISI VANCOUVER (CANADA) POUR DIVERSES RAISONS. LES MODIFICATIONS APPORTÉES À LA LOI DE L'IMPÔT SUR LE REVENU DU CANADA ONT PESÉ LOURD. LE CANADA OFFRE AUSSI D'EXCELLENTE POSSIBILITÉ D'EXPORTATION VERS LES PAYS DU PACIFIQUE. »

— STEFFAN MELIN, PRÉSIDENT, SOUTH PACIFIC INTERLINE LIMITED, FILIALE À PART ENTIÈRE DE GOTLAND SHIPPING (SUEDE)

« DANS UN RAYON DE 25 MILLES DE MON BUREAU, NOUS AVONS ACCÈS À UN SAVOIR-FAIRE DE CALIBRE INTERNATIONAL DANS PRESQUE TOUTES LES BRANCHES DE LA TECHNOLOGIE. »

— RONALD MORRISON, PRÉSIDENT, KODAK CANADA

« IL Y A DES GENS TRÈS BRILLANTS DANS LES UNIVERSITÉS CANADIENNES QUI SONT, POUR NOUS, UN MERVEILLEUX BASSIN DE NOUVELLES RECRUES. DE PLUS, NOUS COLLABORONS AVEC LES ÉCOLES POUR NOUS ASSURER LE CONCOURS DES MEILLEURS CERVEAUX DU MONDE UNIVERSITAIRE DANS LA MISE AU POINT DE NOS PRODUITS. »

— KENNETH COPELAND, PRÉSIDENT, DIGITAL EQUIPMENT OF CANADA LIMITED, FILIALE DE DIGITAL EQUIPMENT CORP. (ÉTATS-UNIS)

« LES CANADIENS VOIENT LES CHOSES VENIR. ILS SITUENT LES CHOSES DANS LEUR CONTEXTE. LE GOUVERNEMENT DU CANADA A ADOPTÉ LA RÉGLEMENTATION QU'IL FALLAIT POUR INCITER LES FABRICANTS DE PRODUITS PHARMACEUTIQUES À INVESTIR ICI. LES ENTREPRISES ET LES UNIVERSITÉS PEUVENT ÉTABLIR DES RELATIONS PROFESSIONNELLES OÙ CHACUN TROUVE SON COMPTE. LE MILIEU EST PROPICE À L'ESSOR DES ENTREPRISES QUI VISENT À L'EXCELLENCE, CAR LES HABITANTS DE CE PAYS SONT TRÈS EXIGEANTS. »

— GERRY M'DOLE,
PRÉSIDENT-DIRECTEUR
GÉNÉRAL, ASTRA PHARMA INC.

DES INDUSTRIES EN EXPANSION À L'ÉCHELLE MONDIALE

Bon nombre des principales industries de l'avenir contribuent déjà beaucoup à l'économie canadienne, notamment les industries de haute technologie comme celles du matériel de télécommunications, des lasers, du matériel de protection de l'environnement, de la biotechnologie, de l'aérospatiale et des logiciels. Les industries des matières plastiques, du matériel électrique, des produits chimiques, des machines et du papier apportent également une contribution importante à ce chapitre. Comme dans tout pays industriel riche, le secteur des services — l'industrie tertiaire —, y compris les services évolués dans les domaines des finances, de l'information, des communications et de l'ingénierie, est l'un des pivots de la croissance économique.

D'aucuns associent encore le Canada à ses ressources naturelles, mais le fait est que son industrie des produits de l'électronique est plus importante que son industrie des pâtes et papiers. Plus de Canadiens œuvrent dans le secteur des services financiers et des communications que dans l'industrie de l'exploitation forestière ou celle de l'énergie.

D'IMPORTANTES CAPACITÉS DE RECHERCHE

Un nombre croissant d'entreprises internationales aménagent des centres de R-D (recherche et développement) au Canada. Les universités, collèges techniques et organismes de recherche scientifique du

pays offrent un bassin exceptionnel de talents qui peuvent contribuer à la conception et à la mise au point de produits nouveaux. Les diplômés des programmes d'études coopératifs (dans le cadre desquels les étudiants alternent entre session d'études et session de travail au sein d'une entreprise) sont très recherchés par les employeurs.

Parmi les pays du G-7, c'est le Canada qui offre les plus généreux stimulants fiscaux en matière de R-D. De plus, les sociétés canadiennes ont accès à des « centres d'excellence » aménagés dans les universités mêmes, ainsi qu'à des consortiums d'universités et d'entreprises qui unissent leurs efforts dans des domaines tels que la robotique, le contrôle automatisé des stocks, la conception assistée par ordinateur et la mise au point de produits pharmaceutiques. De nouvelles mesures ont été annoncées en vue de l'amélioration des réseaux de communications reliant les organismes de recherche canadiens.

DES POLITIQUES GOUVERNEMENTALES QUI FAVORISENT LA COMPÉTITIVITÉ

Le gouvernement du Canada a créé un climat des affaires concurrentiel qui est favorable aux entreprises internationales. Il s'est engagé à rétablir le sens des responsabilités dans la gestion des finances publiques, à réduire le déficit et à créer des emplois.

Les politiques gouvernementales qui présentent un intérêt particulier pour les gestionnaires d'entreprise sont décrites plus loin dans le présent document.

DOUZE FACTEURS DÉCISIFS CONVERGENT VERS UNE MÊME CONCLUSION : LA RENTABILITÉ

1. LE MARCHÉ LE PLUS RICHE DU MONDE

En investissant au Canada, les entreprises internationales se voient accorder l'accès en franchise de douane au marché américain aux termes de l'Accord de libre-échange de 1989 entre le Canada et les États-Unis. La plupart des exportations canadiennes sont déjà admises en franchise aux États-Unis. Les droits de douane sur les autres produits seront éliminés progressivement, conformément au calendrier prévu dans l'entente en question. L'Accord de libre-échange nord-américain (ALÉNA), entré en vigueur le 1^{er} janvier 1994, étend cette zone de libre-échange au marché mexicain en pleine expansion. L'ALÉNA fournit aux entreprises établies au Canada un accès incomparable à un marché de plus de 360 millions de personnes dont

l'économie est plus importante que celle de l'ensemble de la Communauté européenne.

Plus de 110 millions de consommateurs se trouvent à moins d'une journée de route du sud de l'Ontario. Toronto, qui compte plus de trois millions d'habitants, se trouve presque à mi-chemin entre New York et Chicago, et à environ une heure de vol de ces deux villes. Montréal se trouve à moins d'une journée de route des villes de Washington, New York et Boston. Vancouver n'est qu'à 48 heures de route de San Francisco et du vaste marché californien. Le cœur du *Mid-West* américain n'est qu'à une heure de route de Winnipeg, Regina et Calgary. La région atlantique du Canada est toute proche du marché de la Nouvelle-Angleterre, Halifax n'étant qu'à une heure de vol de Boston.

Le marché nord-américain



« ENVIRON LE QUART DE NOTRE CHIFFRE D'AFFAIRES PROVIENT DE NOS EXPORTATIONS VERS LES ÉTATS-UNIS, L'ASIE, L'AMÉRIQUE LATINE, L'INDE ET LES ANTILLES. SUR LE PLAN GÉOGRAPHIQUE, NOUS SOMMES TRÈS BIEN SITUÉS POUR L'ACHAT DE NOS MATIÈRES PREMIÈRES ET LA DISTRIBUTION DE NOS PRODUITS FINIS AUX MARCHÉS ÉTRANGERS AUSSI BIEN QU'AU MARCHÉ INTÉRIEUR. »

— STEVE BAKER, DIRECTEUR DES VENTES ET DU MARKETING, CANADA, SCHLUMBERGER INDUSTRIES CANADA

« CETTE RÉGION OFFRE LES SERVICES, LES RESSOURCES HUMAINES ET LA COOPÉRATION QUI SONT INDISPENSABLES À LA PROSPÉRITÉ DE L'INDUSTRIE. »

— ADRIAN KORSTANJE, DIRECTEUR DES AFFAIRES PUBLIQUES, TOYOTA MOTOR MANUFACTURING CANADA INC.

« NOS TRAVAILLEURS SONT TRÈS COMPÉTENTS. ILS SONT RESPONSABLES, CONCILIANTS ET TRÈS [...] FIER. NON SEULEMENT S'INTÉRESSENT-ILS À LEUR TRAVAIL, MAIS ILS S'ENGAGENT AUSSI PERSONNELLEMENT À FABRIQUER UN PRODUIT DE QUALITÉ DANS DES DÉLAIS OPPORTUNS. »

— A. MARMAL, DIRECTEUR D'USINE, BABCOCK & WILCOX CANADA, FILIALE DE BABCOCK & WILCOX (ÉTATS-UNIS)

« NOUS BÉNÉFICIONS D'AVANTAGES PAR RAPPORT À NOS USINES AMÉRICAINES AUX CHAPITRES DES SALAIRES ET DE L'ASSURANCE-SANTÉ, CE QUI AMÉLIORE SANS DOUTE NOTRE POSITION CONCURRENTIELLE. DE PLUS, LE TAUX DE CHANGE NOUS FAVORISE GÉNÉRALEMENT. »

— GEORGE A. PEAPLES, ANCIEN PRÉSIDENT, GENERAL MOTORS OF CANADA LTD.

2. DES COÛTS DE LA MAIN-D'OEUVRE CONCURRENTIELS

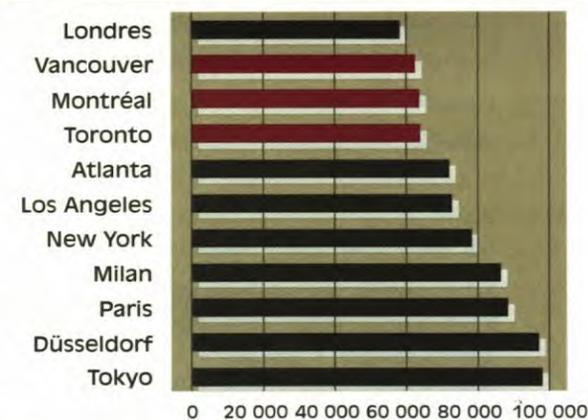
Au Canada, les entreprises jouissent des avantages offerts par une main-d'œuvre qualifiée et rentable qui a fait la preuve de son pouvoir d'adaptation à l'évolution technologique et aux diverses méthodes de gestion internationales. La productivité des travailleurs canadiens est élevée et ne cesse d'augmenter, ce qui supprime les avantages que semblent offrir les pays où les salaires sont bas et la productivité, faible. Le coût unitaire de la main-d'œuvre canadienne a diminué de 5 %, exprimé en dollars américains, au cours de la période de 12 mois se terminant en septembre 1993.

Les taux de rémunération au Canada soutiennent la comparaison avec ceux d'autres pays, et les tendances actuelles améliorent encore davantage sa position concurrentielle à cet égard. En 1992, les taux de salaire du secteur de la fabrication

n'ont augmenté que de 2,6 % en moyenne au Canada, une lente croissance qui lui permet de se classer deuxième à ce chapitre parmi les pays du G-7. En 1993, 66 % des travailleurs syndiqués ont signé des conventions collectives qui prévoient le gel ou la réduction de leur salaire.

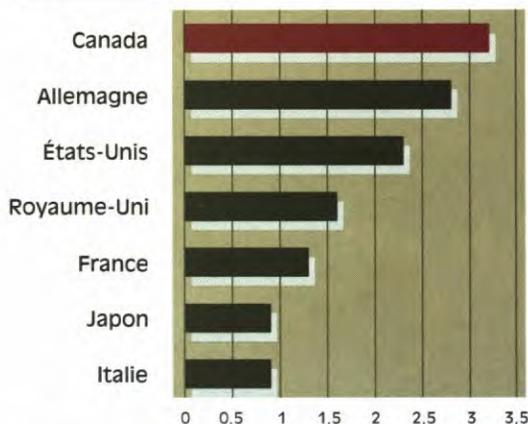
D'autres coûts de la main-d'œuvre, notamment les charges sociales et les primes d'assurance-maladie à la charge de l'employeur, sont également moins élevés au Canada qu'aux États-Unis. La société

La rémunération des cadres : des salaires raisonnables (Montant moyen des salaires et avantages sociaux des cadres ingénieurs; en \$ CAN)



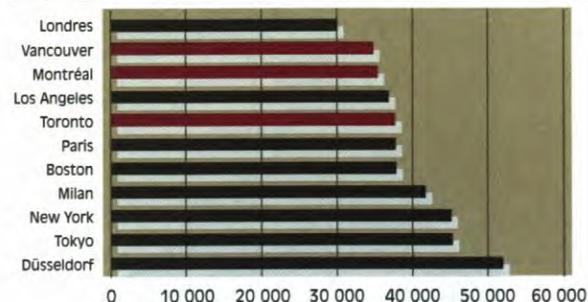
Source : Hay Management Consultants; chiffres tirés de : COMMUNAUTÉ URBAINE DE MONTRÉAL. *Décision Montréal*, Office du développement économique, 1992.

La plus forte croissance de la productivité industrielle (1990-1991; en %)



Source : OCDE. *Perspectives économiques*, octobre 1993, p. 103.

La rémunération des secrétaires : des salaires compétitifs (en \$ CAN)

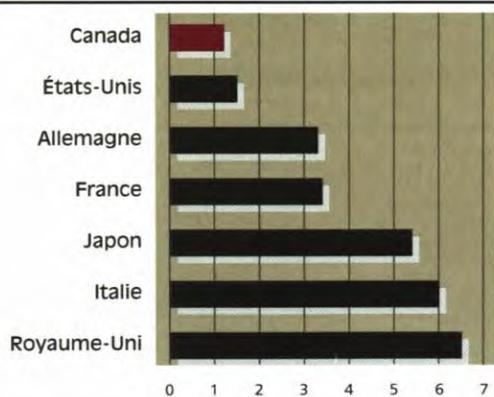


Source : Hay Management Consultants; chiffres tirés de : COMMUNAUTÉ URBAINE DE MONTRÉAL. *Décision Montréal*, Office du développement économique, 1992.

Chrysler estime que les primes d'assurance-maladie ajoutent 500 \$ au coût de production d'une voiture aux États-Unis par comparaison avec le Canada. En réduisant les coûts de production, le système public de soins de santé du Canada contribue à accroître la compétitivité des industries canadiennes.

Pour ce qui est du coût de la main-d'œuvre administrative et professionnelle dans les grandes villes, le Canada soutient la comparaison avec les autres pays. Bien que les coûts relatifs de la main-d'œuvre des pays aient tendance à évoluer en fonction des fluctuations des taux de change, le libre jeu des mécanismes du marché maintient les salaires canadiens à un niveau concurrentiel grâce aux liens étroits qui unissent le secteur de la fabrication du Canada à celui des États-Unis.

L'industrie de la fabrication : le coût unitaire de la main-d'œuvre le plus bas (1990-1992)



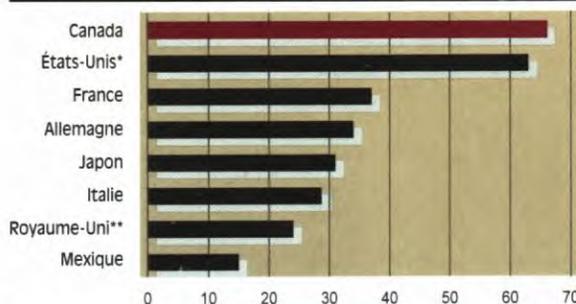
Source : FMI. *World Economic Outlook*, 1992.

3. UNE MAIN-D'OEUVRE INSTRUITE ET QUALIFIÉE

Dans son classement des pays selon le pourcentage du PIB consacré au financement public du secteur de l'éducation, l'OCDE place le Canada parmi les quatre premiers. En 1990-1991, près du tiers des jeunes Canadiens âgés de 18 à 24 ans étaient inscrits à temps plein dans un établissement d'enseignement postsecondaire. Grâce à cet effort dans le domaine de l'éducation, le Canada enregistre un taux d'alphabétisation élevé.

Dans le secteur de la fabrication, le taux de productivité de la main-d'œuvre a augmenté plus rapidement au Canada que dans tout autre pays du G-7 au cours des deux dernières années. Dans l'industrie du montage des automobiles, par exemple, les niveaux de productivité au Canada sont supérieurs de 5 % à ceux observés aux États-Unis.

Les études supérieures : le Canada en tête du peloton (Pourcentage de la population âgée de 20 à 24 ans inscrite à un établissement d'enseignement postsecondaire, 1989)



Source : UNESCO. *Annuaire statistique*, 1991.

* Données de 1987.

** Données de 1988.

« SI NOUS DOMINONS NOTRE MARCHÉ, C'EST GRÂCE AU BASSIN DE TALENTS QUI SE TROUVE ICI. NOUS RECRUTONS TOUS NOS TRAVAILLEURS SUR PLACE, ET CELA NOUS RÉUSSIT, CAR NOUS CONNAISSONS BEAUCOUP DE SUCCÈS. »

— CHARLES ROTHSCHILD, DIRECTEUR DE LA R-D, DIVISION PANACON, HEWLETT PACKARD (CANADA)

« NOUS POUVONS COMPTER SUR D'EXCELLENTS EMPLOYÉS QUI SONT CRÉATIFS, TRAVAILLANTS ET ENTHOUSIASTES, ET NOTRE TAUX DE ROULEMENT DE PERSONNEL EST TRÈS FAIBLE ICI. IL EST EN FAIT MINIME PAR COMPARAISON AVEC CELUI DE NOTRE USINE DE DALLAS, OÙ NOUS AVONS UN AUTRE GROUPE TRÈS IMPORTANT DE RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT. »

— LIONEL HURTUBISE, PRÉSIDENT, ERICSSON COMMUNICATIONS INC.

« QUAND JE VANTE LE CANADA COMME EN-DROIT OÙ FAIRE AFFAIRES, JE SOULIGNE QUE C'EST LE PAYS INDUSTRIALISÉ OÙ LA RÉALISATION D'ACTIVITÉS DE R-D COÛTE LE MOINS CHER. »

— RICK SCHWARTZ, DIRECTEUR DES NOUVEAUX DÉBOUCHÉS, HEWLETT PACKARD (CANADA)

« [...] LA QUALITÉ, LES COMPÉTENCES, LA SOUPLESSE ET LA PRODUCTIVITÉ DES TRAVAILLEURS ONT PESÉ LOURD DANS LA DÉCISION D'ÉTENDRE NOS ACTIVITÉS ICI. COMME ENDROIT OÙ FABRIQUER DES PRODUITS DE POINTE, LE CANADA SOUTIENT LA CONCURRENCE INTERNATIONALE. »

— MINORU AZUMA, ANCIEN PRÉSIDENT, TOYOTA MOTOR MANUFACTURING INC.

« UNE DIZAINE DE JOURS APRÈS LE DÉMARRAGE, NOUS ÉTIIONS EN MESURE D'EXPÉDIER UN PRODUIT DE QUALITÉ À NOS CLIENTS CANADIENS ET AMÉRICAINS. NOUS AVIONS PRÉVU RECRUTER DES TRAVAILLEURS SUPPLÉMENTAIRES AU CAS OÙ CERTAINS NOUS QUITTERAIENT EN COURS DE ROUTE. MAIS AU CONTRAIRE, NOTRE TAUX DE ROULEMENT EST À PEU PRÈS NUL, ET [...] TOUS LES GENS QUE NOUS AVONS RECRUTÉS SONT ENCORE LÀ. »

— NICOLAS MARTELLA, DIRECTEUR DES RESSOURCES HUMAINES, GLAVERBEC, FILIALE DE GLAVERBEL (BELGIQUE)

« UN PORTRAIT AVANTAGEUX DE L'ÉDUCATION ET DE LA FORMATION AU CANADA SE DÉGAGE DES TENDANCES INTERNES ET DES COMPARAISONS INTERNATIONALES. »

— CONSTANTINE KAPSALIS, ÉCONOMISTE SPÉCIALISÉ DANS LE DOMAINE DU TRAVAIL

Il existe un certain nombre d'excellents programmes de formation professionnelle et d'alternance travail-études qui aident à assortir l'offre de main-d'œuvre aux besoins de l'industrie. Le gouvernement fédéral engage à lui seul des dépenses de plus d'un milliard de dollars par année au chapitre de la formation professionnelle, tandis que les gouvernements provinciaux y consacrent, eux aussi, des sommes considérables. Les résultats d'une enquête menée par Statistique Canada

révèlent que les employeurs canadiens consacrent en plus environ 1,4 milliard de dollars par année à la formation régulière.

Cette formation est donnée dans des collèges communautaires, des cégeps, des instituts techniques, des universités, des écoles de formation professionnelle et technique, des écoles de commerce, etc. Les employeurs qui ont participé à des programmes d'alternance travail-études sont ravis des résultats obtenus.

Formation professionnelle (Certains pays de l'OCDE)

Pays	Fréquence - formation en cours d'emploi ^a	Fréquence - formation postsecondaire ^b
Canada	30-36 %	76 %
Finlande	34 %	38 %
France	29 %	37 %
Allemagne	S.O.	26 %
Royaume-Uni	31-43 %	19 %
Japon	31-37 %	39 %
Suède	25 %	38 %
États-Unis	31 %	70 %

Source : *Canadian Business Economics*, été 1993.

a) Pourcentage des employés qui ont reçu de la formation en cours d'emploi pendant la plus récente année pour laquelle des données sont disponibles.

b) Pourcentage de la population inscrite à temps plein à un établissement d'enseignement postsecondaire par rapport au nombre de personnes appartenant au groupe d'âge théoriquement admissible à de tels programmes d'études (dans la plupart des pays, l'enseignement universitaire est généralement accessible aux gens âgés entre 18 et 24 ans, et l'enseignement postsecondaire non universitaire, aux personnes âgées de 18 à 20 ans).



4. DES RELATIONS DE TRAVAIL SAINES

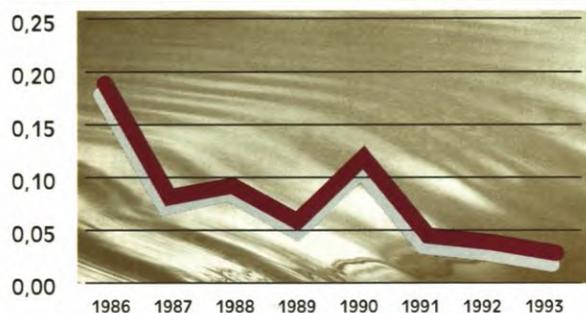
Deux évolutions importantes confirment que l'environnement patronal-syndical du Canada est l'un des plus productifs parmi ceux des pays du G-7 : les grèves se font de plus en plus rares, tandis que les régimes d'actionnariat des travailleurs sont plus nombreux.

Des sociétés internationales ont augmenté la productivité de leurs entreprises canadiennes grâce à la réforme des relations patronales-syndicales en milieu de travail. Les employeurs collaborent avec

les travailleurs à l'implantation de méthodes de gestion de la qualité dans toutes les branches d'activité économique.

De nombreuses sociétés constatent que les taux d'absentéisme et de roulement de leur personnel sont moins élevés au Canada qu'ailleurs. Siemens Electric Ltd., par exemple, estime que le taux de roulement du personnel est inférieur à 5 % dans ses usines canadiennes, alors qu'il atteint 15 % dans ses usines américaines et qu'il est encore plus élevé dans ses usines mexicaines.

Moins de jours perdus en raison d'arrêts de travail (En % de la durée estimative du travail)



Source : Travail Canada, 1994.

« MALGRÉ TOUS LES GRANDS DISCOURS AFFIRMANT LE CONTRAIRE, LE SYNDICAT NATIONAL DES TRAVAILLEURS ET TRAVAILLEUSES DE L'AUTOMOBILE A COLLABORÉ AVEC NOUS AUX CHAPITRES DE LA GESTION TOTALE DE LA QUALITÉ, DE LA PRODUCTION « JUSTE À TEMPS », DE LA SANTÉ ET DE LA SÉCURITÉ AU TRAVAIL, AINSI QU'À LA RÉOLUTION DES PROBLÈMES INTERNES. »

— HUGH SLOAN FILS,
PRÉSIDENT, WOODBRIDGE
AUTOMOTIVE GROUP

« LES TROIS SECTEURS, C'EST-À-DIRE LE GOUVERNEMENT, LES SYNDICATS ET LE PATRONAT, COLLABORENT AUX NIVEAUX FÉDÉRAL ET PROVINCIAL À LA CONCEPTION DE PROGRAMMES DE FORMATION PROFESSIONNELLE PLUS EFFICACES ET EFFICIENTS. AU NIVEAU FÉDÉRAL, PAR EXEMPLE, LE CENTRE CANADIEN DU MARCHÉ DU TRAVAIL ET DE LA PRODUCTIVITÉ DEVIENT RAPIDEMENT UN MODÈLE À SUIVRE POUR TROUVER LES MEILLEURS MOYENS DE RÉALISER CES OBJECTIFS. »

— GEORGE A. PEAPPLES,
ANCIEN PRÉSIDENT, GENERAL
MOTORS OF CANADA LTD.

« COMME NOUS AVIONS DÉJÀ DU SUCCÈS AU CANADA, IL ÉTAIT TOUT À FAIT LOGIQUE DE NOUS ÉTABLIR ICI. IL S'AGIT D'UN EXCELLENT ENDROIT POUR RÉALISER DES ACTIVITÉS DE RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT [...] LE CANADA POSSÈDE D'EXCELLENTE UNIVERSITÉS D'OÙ SORTENT DES DIPLOMÉS BIEN INSTRUITS ET HAUTEMENT QUALIFIÉS, POSSÉDANT LES COMPÉTENCES QUE NOUS RECHERCHONS POUR LA CRÉATION DE NOS LOGICIELS [...] GRÂCE À CES COMPÉTENCES [...] ET À LA QUALITÉ DE VIE DONT ON PEUT JOUIR ICI, LE CANADA SOUTIENT TRÈS BIEN LA CONCURRENCE AVEC LES GRANDS CENTRES DE CRÉATION DE LOGICIELS COMME SILICON VALLEY ET LA NOUVELLE-ANGLE-TERRE. »

— HELGE KNUDSEN, VICE-PRÉSIDENT CHARGÉ DE LA CRÉATION DE LOGICIELS, AMDAHL CANADA

5. DES COMPÉTENCES EN MATIÈRE DE COMMERCE INTERNATIONAL

Le Canada est une terre d'immigrants. Les employeurs y trouveront un bassin de travailleurs expérimentés qui parlent diverses langues étrangères, connaissent la culture et les pratiques commerciales d'autres pays, et jouissent de réseaux de relations

commerciales en Asie et en Europe aussi bien qu'en Amérique.

Le Canada se veut le pont reliant l'Amérique du Nord à l'Europe. Ses pratiques commerciales et sa législation dans le domaine économique allient la culture américaine à la culture européenne. Puisque le Canada utilise le système métrique, ses fabricants peuvent facilement satisfaire aux normes et mesures européennes.

Répartition de la population selon la langue maternelle, Canada et certaines villes, 1991
(En % de l'ensemble de la population)

	Canada	Halifax	Montréal	Toronto	Edmonton	Vancouver	Ottawa/Hull
Anglais	60,5	93,1	14,3	66,4	77,9	72,9	53,5
Français	23,8	2,7	66,9	1,3	2,3	1,3	32,9
Polyglotte	2,6	1,0	4,2	4,1	3,1	3,1	3,5
Italien	1,6	0,2	3,8	4,9	0,7	1,1	1,1
Chinois	1,6	..	0,9	4,5	2,8	8,2	1,2
Allemand	1,6	0,3	0,4	1,2	2,4	2,2	..
Portugais	0,7	0,1	0,8	2,5	0,4	0,4	..
Polonais	0,6	0,2	0,5	1,5	1,1	0,5	..
Espagnol	0,6	1,0	1,4	1,4	0,7	0,7	..
Autres	6,4	1,4	6,8	12,2	8,6	9,6	7,8

Source : STATISTIQUE CANADA. *Langue maternelle*, n° 93-313 au catalogue.

Répartition des immigrants au Canada, selon leur lieu de naissance
(En % du nombre total de personnes qui ont immigré au Canada en 1991)

	États-Unis	Europe	Allemagne	Italie	Pologne	Royaume-Uni	Asie	Asie de l'Ouest	Asie de l'Est	Asie du Sud-Est	Asie du Sud	Afrique	Antilles	Amér. du Sud Amér. Centrale	Autres
CANADA	5,7	54,4	4,1	8,0	4,2	16,5	24,5	3,4	8,6	7,2	5,3	3,8	5,3	5,0	1,3
T.-N.	21,9	53,3	3,7	0,5	1,3	34,4	15,5	1,5	4,9	3,4	5,9	3,7	2,0	1,5	2,1
I.-P.-É.	32,6	53,8	4,0	0,1	1,2	28,8	7,8	3,2	1,5	0,6	2,3	0,9	0,7	2,6	1,6
N.-É.	24,2	54,2	4,5	1,7	2,5	30,8	13,2	4,1	2,8	2,7	3,7	2,3	2,2	1,2	2,7
N.-B.	35,0	50,5	6,0	1,6	0,9	30,7	8,2	1,7	2,9	1,9	1,7	2,3	1,1	1,4	1,5
QC	4,7	48,6	2,2	13,3	3,2	4,3	22,3	8,7	3,5	7,2	2,9	7,8	9,6	6,5	0,5
ONT.	4,1	57,9	3,8	9,9	4,6	17,3	22,1	3,1	7,6	6,0	5,4	3,3	6,5	5,5	0,6
MAN.	6,1	54,7	5,9	3,0	8,5	14,8	25,6	0,9	4,2	16,7	3,8	1,9	3,1	8,1	0,5
SASK.	15,0	58,7	6,4	1,4	2,0	20,3	17,9	1,1	7,0	7,0	2,8	2,8	1,4	3,4	0,8
ALB.	7,8	50,7	6,0	2,9	5,7	17,7	28,9	2,4	10,4	11,1	5,0	4,2	2,2	4,5	1,7
C.-B.	7,5	49,6	5,5	3,0	2,3	21,9	33,8	1,3	17,1	7,8	7,7	2,7	0,9	2,5	3,0
YN	24,5	60,0	12,7	1,4	0,7	26,5	5,9	0,7	0,8	3,5	0,8	1,4	2,0	1,5	4,7
T.-N.-O.	10,9	56,4	7,2	2,7	2,2	25,4	20,6	1,1	5,4	10,6	3,8	3,9	3,4	2,3	2,5

Source : STATISTIQUE CANADA. *Immigration et citoyenneté*, n° 93-316 au catalogue.



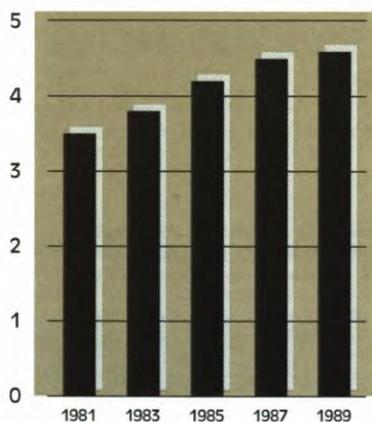
6. UN SECTEUR DE LA R-D DYNAMIQUE

De nombreuses sociétés internationales réalisent des activités de R-D au Canada et y mettent leurs nouveaux produits et procédés à l'essai. Le nombre de scientifiques et d'ingénieurs qui se consacrent à la recherche continue d'augmenter en proportion de l'ensemble de la population active canadienne. Le Canada a incité les entreprises pharmaceutiques internationales à ouvrir des laboratoires ici en élargissant sensiblement la protection conférée par leurs brevets sur le marché intérieur. De nombreuses autres compagnies disposent également d'installations de R-D au Canada, notamment IBM, Digital Equipment,

Glaxo et Amdahl, ainsi que des multinationales établies au pays comme Northern Telecom et CAE.

En 1993, par exemple, le géant suédois des télécommunications, L.M. Ericsson, a décidé d'implanter un laboratoire de R-D en téléphonie cellulaire à Montréal. Parmi les raisons qui ont milité en faveur de cette décision, notons la disponibilité et la qualité des ingénieurs, le réservoir de chercheurs spécialisés dans le domaine des télécommunications dans la région montréalaise, et le calibre des entreprises susceptibles de faire de la sous-traitance. L'intégration efficace de l'aide accordée par les autorités fédérales et provinciales constituait un autre avantage qu'offrait le Canada.

Une communauté scientifique en expansion
(Nombre de scientifiques et d'ingénieurs du secteur de la R-D pour 1 000 travailleurs actifs)



Source : STATISTIQUE CANADA. *Les indicateurs de l'activité scientifique et technologique*, n° 88-002 au catalogue, vol. 2, n° 4.

« [...] LE CLIMAT FAVORABLE QUE LE GOUVERNEMENT FÉDÉRAL A CRÉÉ AVEC SON PROJET DE LOI C-91 VISANT À ÉTENDRE LA PROTECTION CONFÉRÉE PAR LA LOI SUR LES BREVETS AMÉLIORERA LA POSITION CONCURRENTIELLE DU CANADA SUR LE MARCHÉ MONDIAL. C'EST UN VOTE DE CONFIANCE À L'ÉGARD DE L'INDUSTRIE PHARMACEUTIQUE INNOVATRICE QUI A DÉJÀ APPORTÉ DE NOUVEAUX INVESTISSEMENTS CONSIDÉRABLES EN RECHERCHE [...]. UNE MAIN-D'OEUVRE EXCELLENTE ET HAUTEMENT QUALIFIÉE [...], DES SERVICES DE SOUTIEN ET UNE INFRASTRUCTURE INDUSTRIELLE DE GRANDE QUALITÉ SONT AUTANT DE FACTEURS QUI ONT CONTRIBUÉ À NOTRE PROSPÉRITÉ CONTINUE ICI. »

— JACQUES LAPOINTE,
PRÉSIDENT, GLAXO CANADA

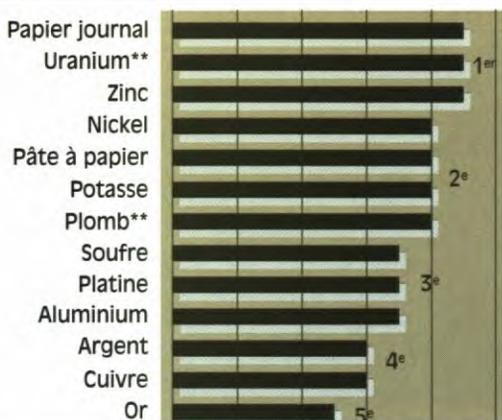
« CETTE ACQUISITION CONSTITUE LE PREMIER VOILET DES GRANDS INVESTISSEMENTS QUE NOUS COMPTONS FAIRE À LONG TERME DANS LE SECTEUR PÉTROLIER ET GAZIER. NOTRE BUT ULTIME EST DE FAIRE DE NUMAC L'UN DES PIVOTS DE L'INDUSTRIE CANADIENNE DU PÉTROLE ET DU GAZ NATUREL. »

— CHENG YU-TUNG, CHEF D'UN CONSORTIUM DE HONG KONG QUI A ACQUIS 41 % DE NUMAC OIL AND GAS LTD. EN 1992

7. DES MATIÈRES PREMIÈRES ABONDANTES

Le Canada est renommé pour ses abondantes réserves de minéraux et ses terres agricoles fertiles. Ces richesses naturelles — et la rentabilité de leur extraction — font du Canada l'un des principaux exportateurs de produits de base clés aussi bien à l'état brut qu'à l'état transformé. Le Canada compte des fournisseurs très compétitifs de métaux ferreux, d'aluminium, de nickel, d'or, de zinc, de cuivre, de pâtes et papiers, de bois d'œuvre et de potasse, ainsi que de céréales, de graines oléagineuses et de viandes, et la qualité de leurs produits est reconnue à l'échelle mondiale. La proximité de ces sources d'approvisionnement, qui soutiennent la concurrence internationale, permet aux fabricants établis au Canada de réduire leurs frais de transport.

Chef de file mondial pour ce qui est de la production de minerais, de métaux et d'autres produits de base (Classement du Canada sur le plan de la production de divers produits de base, 1991*)



Sources : ÉNERGIE, MINES ET RESSOURCES CANADA. *Annuaire des minéraux du Canada*; Association canadienne des producteurs de pâtes et papiers.

* Les données concernant l'uranium, le platine, l'argent et l'or se rapportent à 1990.

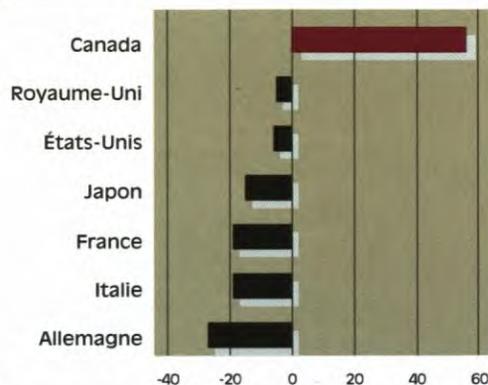
** Classement parmi les pays occidentaux seulement.

8. DES RESSOURCES ÉNERGÉTIQUES CONSIDÉRABLES ET PEU COÛTEUSES

Le Canada dispose d'immenses gisements minéraux et de vastes réseaux hydrographiques mis en valeur pour alimenter des centrales hydroélectriques très puissantes. Le Canada est l'un des deux seuls pays du G-7 capables de répondre entièrement à ses propres besoins en pétrole. Il est aussi le seul exportateur net de gaz naturel parmi le G-7.

Il n'aura pas de difficulté à combler ses besoins futurs en énergie avec son potentiel actuel, lequel peut être augmenté en exploitant de nouveaux gisements pétrolifères et gaziers, et en construisant de nouveaux barrages hydroélectriques et de nouvelles centrales. Il n'est donc pas étonnant qu'en 1992, dans le cadre du Forum économique mondial, des dirigeants d'entreprises internationales aient classé

Abondance de gaz naturel (Exportations nettes de gaz naturel, en milliers de TJ par habitant, 1990)



Sources : Agence internationale de l'énergie; OCDE. *Statistiques de l'énergie des pays de l'OCDE, 1980-1990*, Paris, 1992.

le Canada cinquième au chapitre de l'approvisionnement des entreprises en énergie.

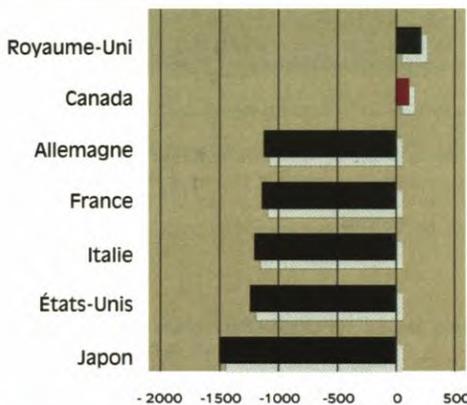
D'après les dernières données internationales, les prix du gaz naturel et de l'électricité offerts à l'industrie sont beaucoup plus bas au Canada qu'en Europe, au Japon et aux États-Unis. Cet avantage a

contribué à faire du Canada un endroit très concurrentiel pour les entreprises manufacturières énergivores. Hydro-Ontario a récemment gelé son tarif commercial jusqu'en l'an 2000; cette décision renforce la position concurrentielle du Canada sur ce plan.

« LES DÉLAIS DE LIVRAISON SONT D'UNE IMPORTANCE CAPITALE DANS NOTRE SECTEUR D'ACTIVITÉ, ET LE TRANSPORT AÉRIEN EST UN MOYEN DONT NOUS DISPOSONS POUR RÉPONDRE AUX BESOINS DE NOS CLIENTS. À PARTIR DE NOS USINES CANADIENNES, NOUS POUVONS LIVRER NOS PRODUITS DANS LES GRANDES VILLES NORD-AMÉRICAINES EN 24 HEURES. »

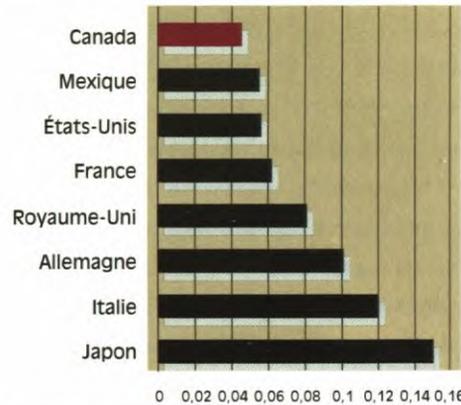
— BRUCE RICHARDS,
DIRECTEUR DE LA LOGISTIQUE,
NORTHERN TELECOM CANADA
LTD.

Un exportateur net de pétrole
(Exportations nettes de pétrole brut, en tonnes métriques par habitant, 1990)



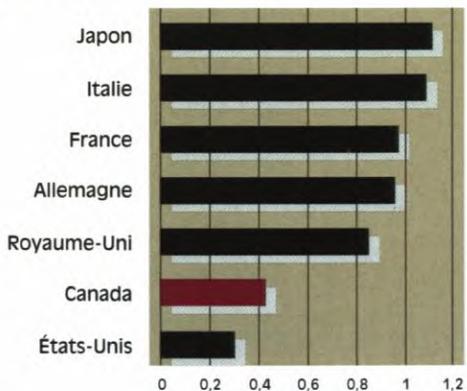
Sources : Agence internationale de l'énergie; OCDE. *Statistiques de l'énergie des pays de l'OCDE, 1980-1990*, Paris, 1992.

Le prix de l'électricité le plus bas
(Prix par kilowattheure [kWh], en \$ US, 1991)



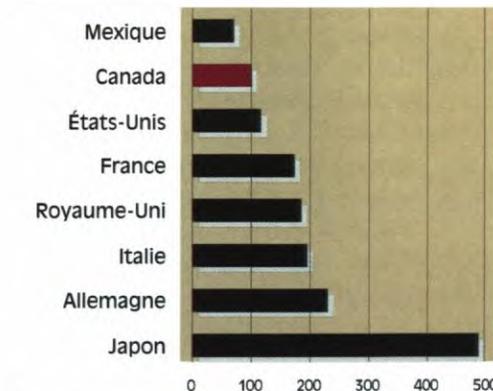
Sources : Agence internationale de l'énergie; OCDE. *Energy Prices and Taxes*, troisième trimestre, 1992.

Prix très avantageux de l'essence
(En \$ US/litre, 1993*)



Source : Agence internationale de l'énergie, 1993.
* Les chiffres indiqués sont des données du deuxième trimestre de 1993.

Prix très avantageux du gaz naturel
(Prix pour 10 000 000 kilocalories, puissance calorifique brute, en \$ US, 1991)



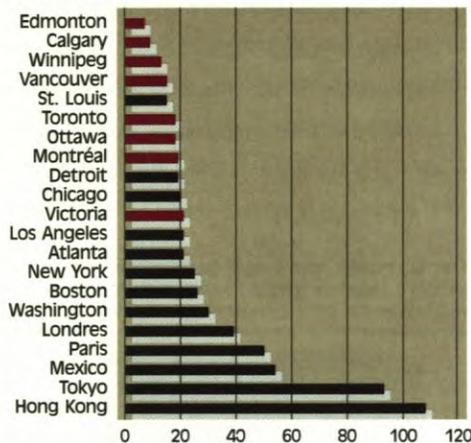
Sources : Agence internationale de l'énergie; OCDE. *Energy Prices and Taxes*, troisième trimestre, 1992.

9. DES FRAIS D'OCCUPATION AVANTAGEUX

Les villes canadiennes offrent des immeubles administratifs et industriels modernes et bien conçus dont les loyers sont très concurrentiels. Beaucoup d'entre elles ont joui d'un boom immobilier au cours de la dernière décennie, ce qui leur permet de combler largement toute nouvelle demande de locaux industriels et administratifs. Puisque la plupart des villes canadiennes sont jeunes par comparaison avec les villes américaines et européennes, de nombreux immeubles commerciaux sont conçus en fonction des systèmes modernes de télécommunications et d'informatique. De même, les immeubles industriels ont de hauts plafonds et d'autres caractéristiques essentielles pour les activités sophistiquées de fabrication et de distribution d'aujourd'hui.

Locaux à louer : des coûts très concurrentiels

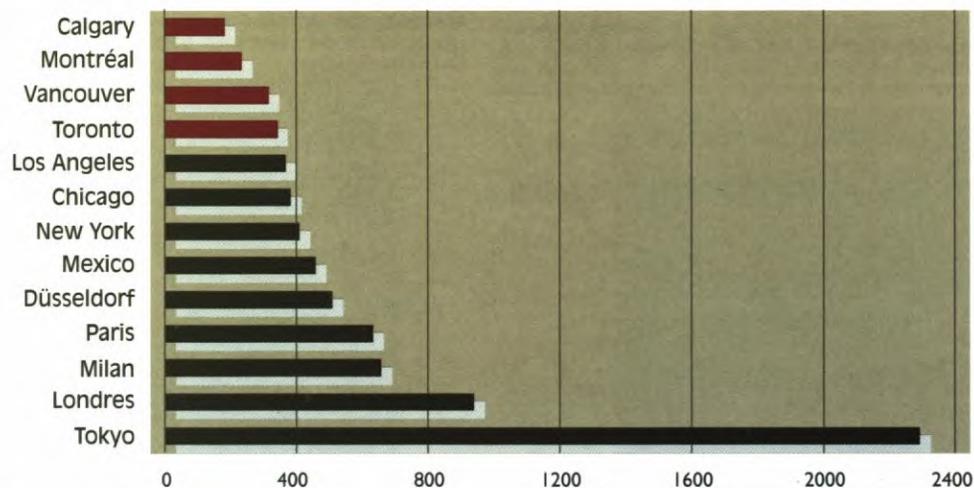
(Coût moyen des locaux à louer dans certaines villes : Comparaison internationale, 1993 - En \$ US par pi²; les chiffres ont été arrondis à zéro après la virgule décimale)



Source : Colliers International Property Consultants.

Nota : Le coût annuel de location, qui comprend le loyer de base, les dépenses d'exploitation et les taxes, est basé sur un bail de 5 ans pour un bureau de catégorie A de 10 000 pi² au centre-ville.

Des frais d'occupation de bureaux peu élevés (frais par m², y compris le loyer négocié, les dépenses d'exploitation et les taxes, 1992)



Sources : Colliers Macaulay Nichols (Canada, É.-U., Mexique); Colliers International Property Consultants (Tokyo, Londres, Paris); Gabetti SPA (Milan); agents immobiliers (Düsseldorf); chiffres tirés de : COMMUNAUTÉ URBAINE DE MONTRÉAL. *Décision Montréal*, Office du développement économique.

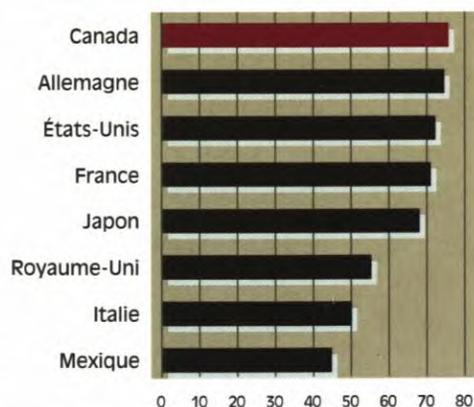
Nota : Prix de la location de 1 000 m² dans un immeuble de catégorie A, bien situé au centre-ville. Le loyer négocié tient compte des primes ou réductions consenties aux locataires.

10. UNE INFRASTRUCTURE SOPHISTIQUEE ET EFFICIENTE

Le Forum économique mondial a publié en 1993 un rapport où étaient classés les pays selon plusieurs critères de compétitivité. Quatre de ces critères — les routes, les chemins de fer, le transport aérien et l'accès aux ports — concernent la mesure dans laquelle l'infrastructure des transports dans un pays donné est jugée adéquate et flexible pour satisfaire à ses exigences commerciales. La note moyenne obtenue par le Canada en rapport avec ces critères était la plus élevée de tous les pays du G-7.

Un vaste réseau de routes, de ports, d'aéroports et de chemins de fer fournit des services de transport de passagers et de marchandises rapides et économiques.

La meilleure infrastructure en matière de transport
(Comparaison internationale : notes moyennes accordées pour les routes, les chemins de fer, le transport aérien et l'accès aux ports - Cote* : 0=basse; 100=élevée)



Source : *The World Competitiveness Report*, 1993.

* La cote indique dans quelle mesure le développement de l'infrastructure des transports répond aux exigences commerciales des sociétés soutenant la concurrence internationale. Elle tient compte de la suffisance des routes, des chemins de fer, du transport aérien et des accès aux ports.

La déréglementation de l'industrie a avivé la concurrence entre les divers modes de transport. Les services de transport par chemin de fer, par camion et par avion sont entièrement intégrés aux réseaux des États-Unis, offrant ainsi un accès efficace à tous les marchés et fournisseurs d'Amérique du Nord.

La voie maritime du Saint-Laurent est une grande voie navigable intérieure qui pénètre au cœur du continent. Elle dessert des ports situés à plus de 2 200 km du littoral le plus proche. Les ports des côtes canadiennes de l'Atlantique et du Pacifique sont d'importants points de liaison avec l'Europe et les pays du Pacifique.

Grâce à une vive concurrence et à l'intégration des services aériens en Amérique du Nord, les gens d'affaires ont facilement accès à toutes les grandes destinations nord-américaines et mondiales. Les messageries aériennes offrent, pour les États-Unis et le Mexique, un service prioritaire porte à porte, qui leur permet de livrer diverses catégories de marchandises le jour ouvrable suivant.

Les sociétés canadiennes de télécommunications ont fait de gros investissements pour offrir à leurs clients des liaisons par fibres optiques et des services de transmission rapide de données.

De plus, CANTAT-3, système de câblage par fibres optiques sous-marin transocéanique de grande capacité qui devrait être mis en service d'ici le 1^{er} décembre 1994, reliera l'Amérique du Nord, le nord de l'Europe et des points plus éloignés. Il utilise les technologies des fibres optiques les plus perfectionnées qui soient pour offrir près de quatre fois la capacité de

n'importe quel système antérieur de câblage transocéanique. Le coût unitaire du système de câblage CANTAT-3 sera inférieur à celui de tout autre réseau de câblage transatlantique existant pour n'importe quel type de services : voix numérique, données, vidéo, à bande étroite, à bande large ou à bande étalée.

On s'attend aussi à ce que la première liaison sous-marine par câbles à fibres optiques entre le Canada et les États-Unis (CANUS-1) entre en service en même temps et que la connexion soit établie à la tête de ligne canadienne.

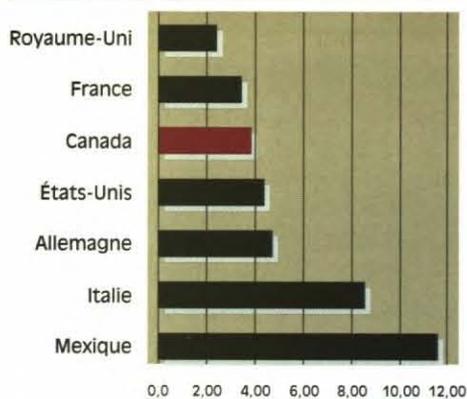
En outre, l'ouverture du marché de l'interurbain à la concurrence fait en sorte que les tarifs demeurent compétitifs. Les appels téléphoniques à un siège social situé à l'étranger coûtent souvent moins cher depuis le Canada qu'à partir d'une ville américaine comparable.

11. UN PEUPLE PLUS CONCILIANTE QUE SON VOISIN

C'est peut-être à cause de leurs traditions européennes, mais les Canadiens sont moins enclins à la procédure que les Américains. Ils préfèrent régler leurs différends à l'amiable plutôt que de recourir aux tribunaux. Aucun effort n'est ménagé pour créer un environnement sûr et cohérent, recherché par le monde des affaires.

Lorsque les tribunaux canadiens accordent des dommages-intérêts pour pollution ou pour vice d'un produit, les sommes sont généralement inférieures aux montants adjugés dans des affaires semblables aux États-Unis. De plus, les litiges sont réglés plus rapidement.

Taux concurrentiels pour les communications téléphoniques internationales (Coût d'un appel d'une durée de trois minutes, janvier 1993 - En \$ CAN)



Sources : Chiffres des services publics nationaux tirés du magazine *The Economist*, 20 mars 1993; Telefonos Mexico.

Nota : Appels internationaux effectués à Londres pour le Canada et les États-Unis; appels internationaux effectués à New York pour les autres pays.

12. DES SERVICES HORS PAIR AUX ENTREPRISES

Le secteur canadien des services aux entreprises a connu un grand essor au cours des deux dernières décennies. Le Canada se classe troisième parmi les pays industrialisés pour ce qui est du rendement des marchés financiers et la qualité des services financiers.

Les banques canadiennes, qui offrent des services de prêt et d'investissement, sont parmi les plus grandes d'Amérique du Nord. Le Canada a évité en grande partie les lourdes ponctions dans le Trésor public qu'ont connues les États-Unis par suite de la faillite de nombreuses caisses d'épargne et de crédit. Bon nombre d'institutions financières canadiennes possèdent des bureaux dans les grandes capitales financières du monde afin de servir leur clientèle internationale.

Les sociétés de fiducie et les compagnies d'assurance offrent des services financiers complémentaires. Les investisseurs internationaux qui préfèrent s'adresser à des établissements financiers dont le siège se trouve dans leur pays d'origine constateront que nombre de banques, compagnies d'assurance et courtiers en valeurs mobilières d'envergure mondiale ont des bureaux au Canada.

De plus, les bourses de Toronto, Montréal et Vancouver procurent des actionnaires canadiens à de nombreuses sociétés internationales.

Dans les secteurs de l'ingénierie et de l'architecture, les entreprises canadiennes sont renommées mondialement pour leur savoir-faire. Des cabinets d'experts-comptables et d'avocats, des agences de publicité et des firmes d'experts-conseils, dont le champ d'activité s'étend au monde entier, offrent également des services spécialisés de haute qualité.

**« LE CANADA EST
AUSSI UN BON
ENDROIT OÙ FAIRE DES
AFFAIRES. LES SER-
VICES BANCAIRES, LES
TÉLÉCOMMUNICA-
TIONS ET LES MOYENS
DE TRANSPORT Y
SONT AUSSI BONS QUE
DANS TOUT AUTRE
PAYS. »**

— GEORGE A. PEAPPLES,
ANCIEN PRÉSIDENT, GENERAL
MOTORS OF CANADA LTD.



DES POLITIQUES GOUVERNEMENTALES STIMULANTES

« À TOUS LES NIVEAUX DE GOUVERNEMENT, TANT MUNICIPAL QUE PROVINCIAL ET FÉDÉRAL, NOUS AVONS ÉTÉ BIEN ACCUEILLIS ET AVONS TROUVÉ DES PERSONNES-RESSOURCES QUI ÉTAIENT EN MESURE DE NOUS AIDER À ALLER DE L'AVANT. »

— NICOLAS MARTELLA,
DIRECTEUR DES RESSOURCES HUMAINES, GLAVERBEC,
FILIALE DE GLAVERBEL (BELGIQUE)

CRÉER UN ENVIRONNEMENT COMPÉTITIF

Comme il est précisé au début de la présente brochure, le gouvernement du Canada sait fort bien que des bases économiques solides sont indispensables à l'amélioration de la position concurrentielle du pays et à la création d'emplois pour ses citoyens. Pour que l'économie canadienne repose en effet sur de solides assises, il faut d'abord que le gouvernement s'engage à réduire le déficit et à rétablir le sens des responsabilités dans la gestion des finances publiques.

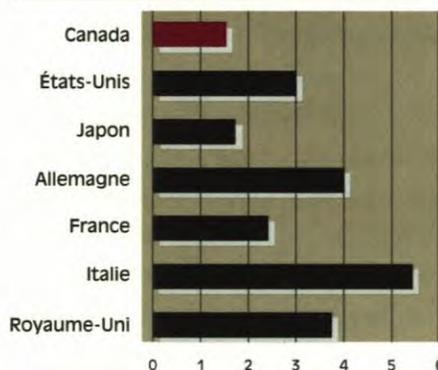
D'autres éléments concourent à créer un excellent climat commercial et industriel au Canada, notamment : un taux d'inflation très bas, des hausses salariales peu élevées, l'accroissement des dépenses engagées au chapitre des machines et du matériel, l'amélioration de la productivité et l'essor des exportations.

DES RÉGIMES FISCAUX CONCURRENTIELS

L'économie du Canada étant étroitement liée à celle des États-Unis, les gouvernements fédéral et provinciaux sont conscients que leur régime fiscal doit demeurer concurrentiel. Ils y ont apporté diverses modifications au cours des dernières années dans le but exprès de supprimer les entraves fiscales à la concurrence internationale.

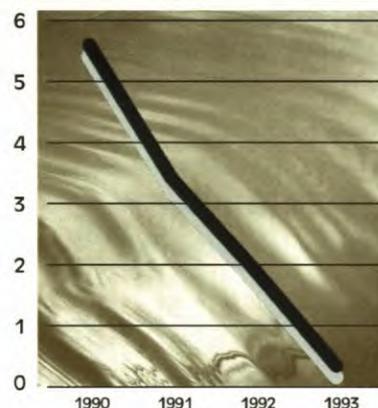
Outre l'élimination progressive des droits de douane sur de nombreux intrants de provenance américaine, le gouvernement canadien a réformé sa taxe de vente fédérale

Le plus bas taux d'inflation parmi les pays du G-7 (Augmentation, en %, des prix à la consommation en 1992)



Source : OCDE. Perspectives économiques, décembre 1993.

Faible augmentation des salaires (Augmentation, en % - Taux annuels)



Sources : MINISTÈRE DES FINANCES. Tableaux globaux de productivité; STATISTIQUE CANADA. Mesures globales de productivité, n° 15-204 au catalogue.

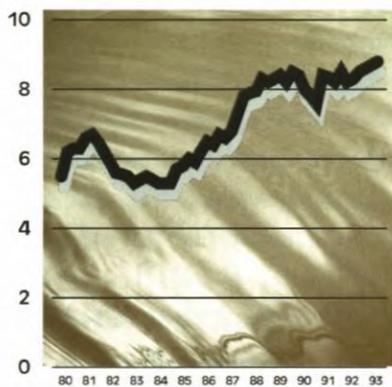
de manière à exonérer de taxes les intrants d'entreprise en leur appliquant un système de crédits. L'ancienne taxe de vente de 13,5 % sur les intrants d'entreprise a été remplacée par la taxe sur les produits et services (TPS), qui est une taxe à la consommation de 7 %. Les exportations canadiennes sont exonérées de la TPS, ce qui augmente la compétitivité des produits canadiens sur les marchés internationaux.



Selon une étude récente, le taux global réel d'imposition des sociétés canadiennes est comparable à celui des sociétés américaines, et même légèrement inférieur si l'on tient compte du traitement fiscal plus favorable dont bénéficient les sociétés déficitaires au Canada. D'autres études, portant en outre sur les charges sociales, les

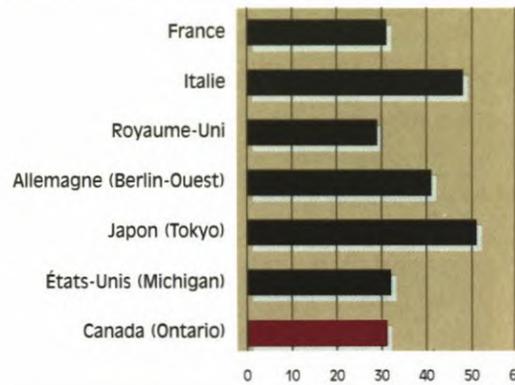
primes d'assurance-maladie et les crédits d'impôt remboursables au titre de la formation professionnelle, font voir que le fardeau des cotisations sociales, des impôts sur les bénéfices et des autres impôts à la charge des sociétés est à peu près le même dans les deux pays ou légèrement inférieur au Canada.

Accroissement des investissements dans les machines et le matériel (En % du PIB)



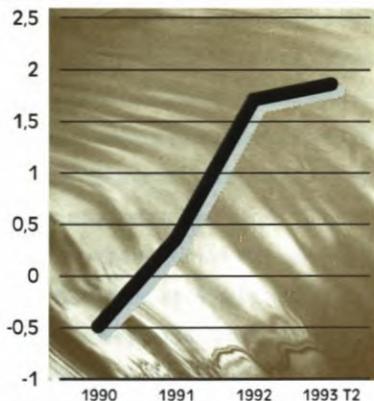
Sources : STATISTIQUE CANADA. Comptes nationaux des revenus et dépenses, n° 13-001 au catalogue.

Taux concurrentiels d'imposition sur les sociétés manufacturières (Taux d'imposition statutaire - Comparaison entre les pays du G-7, au 1^{er} janvier 1993; taux d'imposition moyen [%])



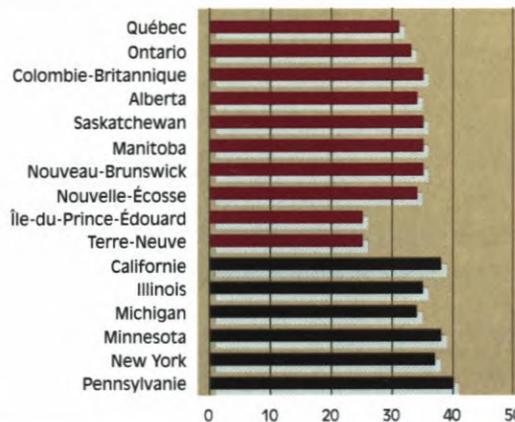
Sources : CCH CANADIAN LIMITED. Preparing Your Corporate Tax Returns, 1994; PRICE WATERHOUSE. Corporate Taxes: A Worldwide Summary, 1993.

Croissance de la productivité de la main-d'oeuvre canadienne (Augmentation, en % - Taux annuels)



Sources : MINISTÈRE DES FINANCES. Tableaux de référence économiques et financiers; STATISTIQUE CANADA. Mesures globales de productivité, n° 15-204 au catalogue.

Taux concurrentiels d'imposition sur les sociétés manufacturières (Taux global [fédéral-provincial ou fédéral-état] d'imposition, au 31 décembre 1993)



Sources : CCH CANADIAN LIMITED. Preparing Your Corporate Tax Returns, 1994; CCH INC. State Tax Handbook, 31 décembre 1993.

LES ENCOURAGEMENTS FISCAUX À LA R-D LES PLUS GÉNÉREUX

D'après une étude réalisée par le *Conference Board*, le Canada est le pays qui applique aux dépenses consacrées à la R-D le traitement fiscal le plus généreux parmi les grands pays industrialisés de référence (voir le graphique ci-après). Le gouvernement fédéral et ceux de cinq provinces consentent des allègements fiscaux au chapitre des dépenses en R-D.

Au niveau fédéral, les grandes sociétés ont droit à un crédit d'impôt égal à 20 % de leurs dépenses en R-D admissibles, crédit qui peut être utilisé pour réduire ou régler le montant d'impôt fédéral exigible à d'autres titres. Les petites entreprises contrôlées par des intérêts canadiens ont droit pour leur part à un crédit d'impôt correspondant à 35 % de leurs dépenses en R-D annuelles, et ce, jusqu'à concurrence de 2 millions de dollars. Le crédit d'impôt de

35 % applicable aux dépenses courantes peut être entièrement remboursable.

Toutes les dépenses en matière de R-D peuvent être passées en charges la première année.

Les crédits d'impôt visent l'ensemble des dépenses courantes et toutes les dépenses en immobilisations reliées à la R-D qui sont admissibles. Par contre, ils ne s'appliquent pas aux sommes affectées aux immeubles et au matériel d'occasion.

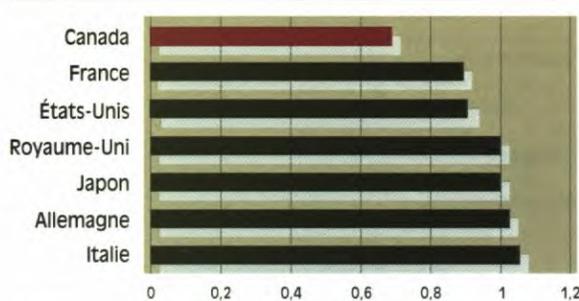
Ce régime est nettement plus généreux que celui des États-Unis, où un crédit d'impôt de 20 % n'est consenti que sur les dépenses en R-D supplémentaires, et où les dépenses en immobilisations sont amorties sur une période de cinq ans et ne sont pas admissibles à un crédit d'impôt.

PROTECTION CONFÉRÉE PAR LES BREVETS

De récentes modifications à la *Loi canadienne sur le droit d'auteur* ont rehaussé l'attrait du Canada pour les entreprises novatrices cherchant à investir en R-D médicale. Entrés en vigueur en 1993, les amendements, qui visaient à aligner la protection des médicaments brevetés sur celle accordée aux nouveaux produits dans tous les autres secteurs d'activité économique, ont porté de 17 à 20 ans la durée du brevet, ce qui représente une prolongation moyenne de 3 ans.

La protection du brevet canadien est en général semblable à celle accordée par d'autres pays en vertu de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT) et de l'ALÉNA.

Le plus faible taux d'imposition des investissements en R-D (Compétitivité du régime fiscal en matière de R-D [Ratio-B], 1993-1994)



Source : CONFERENCE BOARD DU CANADA. *International Competitiveness of Canadian R&D Tax Incentives: An Update*, juin 1994.

- 1) Le ratio du Canada repose sur le régime fiscal du Québec; le ratio des États-Unis repose sur celui de la Californie.
- 2) Le ratio-B exprime le rapport « valeur actualisée du rendement du projet avant impôt/valeur actualisée du seuil de rentabilité du projet ».



MOINS D'INTERVENTION GOUVERNEMENTALE

Diverses réformes de la réglementation ont amélioré l'efficacité dans les industries des transports, des télécommunications, des services financiers, des produits alimentaires et pharmaceutiques, et de l'exploitation des ressources naturelles.

Nombre de ces réformes ont avivé la concurrence dans la prestation de services aux entreprises internationales établies au Canada. De plus, le gouvernement fédéral a stimulé le libre jeu des mécanismes du marché en privatisant de nombreuses sociétés d'État œuvrant dans divers secteurs, notamment l'aérospatiale, les transports, les communications par satellite, la pêche, le pétrole et le gaz naturel. Les gouvernements provinciaux se sont mis au diapason de ce mouvement de réforme destiné à réduire l'intervention de l'État dans le marché.

PROGRAMMES D'AIDE AUX PME, À LA HAUTE TECHNOLOGIE ET À LA R-D

Le gouvernement du Canada a adopté divers programmes qui intéressent tout particulièrement les petites entreprises et les sociétés de haute technologie.

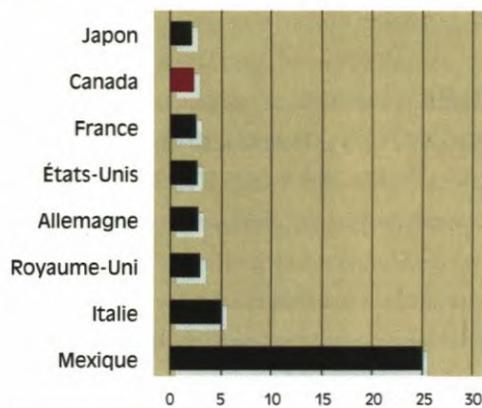
Industrie Canada est le principal véhicule d'initiatives visant à doter le Canada d'une économie moderne et compétitive. Outre les programmes de développement des investissements, de modernisation et de démarrage, il favorise la recherche et le développement industriels. L'aide financière est habituellement versée sous forme de contribution, remboursable ou non,

jusqu'à concurrence d'un pourcentage ou montant maximal.

Les programmes de subventions et de contributions comprennent :

- *le Programme de la microélectronique et du développement des systèmes;*
- *le Programme des technologies stratégiques;*
- *le Programme de commercialisation des techniques environnementales;*
- *la Campagne sectorielle des technologies de fabrication de pointe;*
- *la Campagne sectorielle de la microélectronique.*

Taux d'inflation annuel moyen
(Déflateur du PIB, 1990-1992; IPC pour le Mexique)



Source : FMI. *Statistiques financières internationales*, février 1993.

« NOTRE DÉCISION D'INVESTIR EN ALBERTA (CANADA) REPOSE SUR PLUSIEURS FACTEURS. NOUS AVONS ÉTÉ GRANDEMENT IMPRESSIONNÉS PAR LE DYNAMISME DE L'ÉCONOMIE PROVINCIALE [...] AINSI QUE PAR LA PRÉSENCE D'UNE MAIN-D'OEUVRE QUALIFIÉE ET LE LIBÉRALISME DU GOUVERNEMENT DE L'ALBERTA. »

— DAVID CAPLAN, PRÉSIDENT,
PRATT & WHITNEY CANADA

« EN TOUTE SINCÉRITÉ JE PEUX DIRE QUE DANS MA VIE PROFESSIONNELLE — ET J'AI TRAVAILLÉ AUX ÉTATS-UNIS AUSSI BIEN QU'EN EUROPE ET AU MOYEN-ORIENT —, JE N'AI JAMAIS RENCONTRÉ UN GOUVERNEMENT ET DES RESPONSABLES DE L'INDUSTRIE ANIMÉS DE L'ESPRIT D'ENTREPRISE COMME CEUX DU NOUVEAU-BRUNSWICK, AU CANADA. »

— DENNIS WILLIAMS,
PRÉSIDENT, GENERAL ELECTRIC
CANADA

ENCOURAGER LES INVESTISSEMENTS ÉTRANGERS

Le Canada accueille à bras ouverts les investissements étrangers, qu'il s'agisse d'une multinationale voulant investir dans l'implantation d'une nouvelle usine ou d'un particulier apportant des capitaux et désirant mettre à contribution son esprit d'entreprise.

Les gouvernements fédéral et provinciaux encouragent les investissements au moyen d'un vaste réseau de programmes de développement régional. De plus, ils offrent des services d'information et de consultation ainsi que des stimulants à la R-D, à la formation, à la promotion des exportations et à d'autres activités commerciales.

MESURES D'ENCOURAGEMENT À L'INVESTISSEMENT

Pour favoriser l'investissement, le gouvernement du Canada dispose de tout un éventail de programmes qu'il offre par l'intermédiaire de divers ministères et organismes. Outre les programmes de portée nationale, les investisseurs devraient connaître les programmes régionaux suivants :

Le *ministère de la Diversification de l'économie de l'Ouest* favorise le développement économique dans l'Ouest canadien en s'y posant en défenseur et en éclaircur. Il fournit une aide financière remboursable pour la réalisation de projets visant la mise au point de nouveaux produits et de nouvelles technologies, la conquête de nouveaux débouchés, le

remplacement des importations et l'amélioration de technologies sectorielles.

Le *Programme d'encouragement aux entreprises de l'Initiative fédérale du développement économique du nord de l'Ontario (FEDNOR)* a pour objectif de fournir des renseignements d'ordre commercial, des conseils et une aide financière à différents secteurs, dont ceux de la fabrication et de la transformation, du tourisme et de la petite entreprise, ainsi qu'à certaines entreprises tertiaires. Une aide est offerte pour la construction, l'agrandissement ou la modernisation d'installations, l'exécution d'études de marché et la promotion des ventes, et la mise au point de produits ou l'innovation.

L'*Agence de promotion économique du Canada atlantique (APECA)* offre une aide à la création, l'expansion et la promotion des petites et moyennes entreprises dans la région de l'Atlantique. Les secteurs admissibles comprennent les industries de fabrication et de transformation, l'industrie des services aux entreprises, les établissements commerciaux de R-D, l'industrie minière, le tourisme et l'aquiculture.

L'*Entente auxiliaire Canada-Québec sur le développement régional*, dont la mise en œuvre relève du ministère de l'Industrie, prévoit la mise sur pied de programmes dans les régions centrales du Québec ainsi que dans les régions riches en ressources naturelles du nord de la province. Ces programmes aident les entreprises de fabrication et de transformation à améliorer leur position concurrentielle sur le marché intérieur aussi



bien que sur les marchés étrangers. Une aide financière est offerte pour la réalisation d'études et l'achat de biens d'équipement (usine et outillage dans les régions de ressources; nouveau matériel seulement dans les régions centrales). Deux programmes supplémentaires visent la région montréalaise (l'est et le sud-ouest de l'agglomération) et les projets d'innovation dans l'ensemble de la province.

Les gouvernements provinciaux, régionaux et locaux offrent, eux aussi, une vaste gamme d'encouragements à l'investissement. Au chapitre des stimulants, le Canada rivalise avec toutes les autres administrations d'Amérique du Nord.

PROGRAMMES DE FORMATION PROFESSIONNELLE

Les gouvernements du Canada accordent une plus grande importance à la formation, dans le cadre d'un effort intégral visant à doter le pays d'une main-d'œuvre hautement qualifiée. En 1992-1993, le gouvernement fédéral a consacré environ 3,55 milliards de dollars aux programmes et services touchant l'emploi.

Ces programmes offrent une aide financière aux entreprises souhaitant former des travailleurs. Grâce à ces programmes, élaborés en collaboration avec le secteur privé et les administrations provinciales, les employeurs du secteur privé peuvent bénéficier du soutien financier dont ils ont besoin en matière de formation et de recyclage professionnels, sur le plan théorique ou pratique.

Par exemple, le *Programme d'adaptation du marché du travail* leur permet d'obtenir des contributions négociées selon leurs besoins de main-d'œuvre actuels ou futurs, afin de former ou de recycler les travailleurs dont les compétences sont devenues superflues ou pour favoriser la formation de certains groupes désignés, comme les personnes handicapées.

Le volet « travail partagé » du Programme garantit un revenu aux travailleurs pour aider les employeurs à recycler leur personnel et à éviter les mises à pied pendant un ralentissement temporaire des activités. Le Service d'aide à l'adaptation de l'industrie remboursera jusqu'à la moitié du coût d'adaptation de la main-d'œuvre d'une entreprise ou d'une collectivité, et ce, jusqu'à concurrence de 200 000 \$.

Aux termes du *Programme Aide aux collectivités*, les employeurs peuvent obtenir une contribution financière ou des subventions salariales pour les aider à faire face aux coûts liés à la formation ou à d'autres frais associés à des projets locaux de développement ou de création d'emploi.

Les employeurs peuvent aussi se prévaloir d'autres programmes d'aide à la formation offerts par les provinces.



« **NOUS EXPÉDIONS NOS PRODUITS PAR-TOUT EN AMÉRIQUE DU NORD, PAR TRAIN, PAR CAMION ET PAR BARGE. POUR NOUS, IL N'EXISTE PAS DE FRONTIÈRE ENTRE LE CANADA ET LES ÉTATS-UNIS.** »

— TERRY LITCHFIELD,
DIRECTEUR DES TRANSPORTS
ET DE LA DISTRIBUTION,
CANADIAN OXY CHEMICALS
GROUP ELECTRONICS LTD.

« **D'UNE CERTAINE MANIÈRE, LE CONTINENT A RÉTRÉCI : DEPUIS TOUTS LES GRANDS CENTRES INDUSTRIELS, LA LIVRAISON S'EFFECTUE DU JOUR AU LENDEMAIN PAR AVION, ET EN TROIS JOURS PAR CAMION. POUR NOUS, L'AMÉRIQUE DU NORD N'EST QU'UN SEUL GRAND PAYS.** »

— MAX PERSAUD, DIRECTEUR
DE LA LOGISTIQUE, PHILIPS
ÉLECTRONIQUE LTÉE

LE LIBRE-ÉCHANGE : DES POSSIBILITÉS EXCEPTIONNELLES POUR LES INVESTISSEURS INTERNATIONAUX

DE MEILLEURES OCCASIONS D'AFFAIRES AU CANADA

Grâce à l'Accord de libre-échange (ALÉ) entre le Canada et les États-Unis, les entreprises qui investissent au Canada jouissent des avantages que procure l'accès en franchise de douane à l'économie la plus riche du monde. L'Accord de libre-échange nord-américain (ALÉNA), entré en vigueur le 1^{er} janvier 1994, a apporté des améliorations à l'ALÉ et a donné aux entreprises établies au Canada l'accès au marché mexicain.

L'ALÉ canado-américain a été l'aboutissement d'une longue tradition de coopération économique entre les deux pays. Par suite de la signature du Pacte de l'automobile Canada-États-Unis en 1965, les géants américains de l'automobile alimentent depuis longtemps le marché américain d'automobiles et de pièces détachées à partir de leurs usines canadiennes rentables. C'est d'ailleurs pour cette raison que le Canada a régulièrement été un exportateur net d'automobiles. Même avant la conclusion de l'ALÉ, plus de 80 % des exportations canadiennes vers les États-Unis étaient admises en franchise.

L'ALÉ a apporté plusieurs importantes améliorations aux arrangements canado-américains de libération des échanges commerciaux. Il donne au Canada un accès exceptionnel à un mécanisme impartial de règlement des différends commerciaux qui a déjà servi à supprimer les obstacles aux échanges de produits de fabrication canadienne, et ce, beaucoup plus rapide-

ment qu'il n'est possible de le faire dans le cadre du GATT. De plus, le Canada est, à titre exceptionnel, exempté des droits que les États-Unis perçoivent en vertu des dispositions du GATT autorisant un pays à protéger temporairement son industrie contre une poussée soudaine des importations, lorsque les exportations canadiennes ne jouent pas un rôle important dans cette poussée. Nombre d'autres dispositions de l'ALÉ visent à donner aux fabricants et fournisseurs de services établis au Canada un accès aux marchés américains (y compris aux contrats-adjudications de l'État) égal à celui dont jouissent les entreprises dont le siège est aux États-Unis. Le Canada est, en fait, le plus grand exportateur vers les marchés américains, ainsi que le pays qui jouit du plus grand volume d'échanges bilatéraux avec les États-Unis.

Les exportations canadiennes vers les États-Unis ont augmenté considérablement depuis la signature de l'accord de libre-échange, indice que les entreprises canadiennes font la conquête de nouveaux marchés par suite de la suppression des

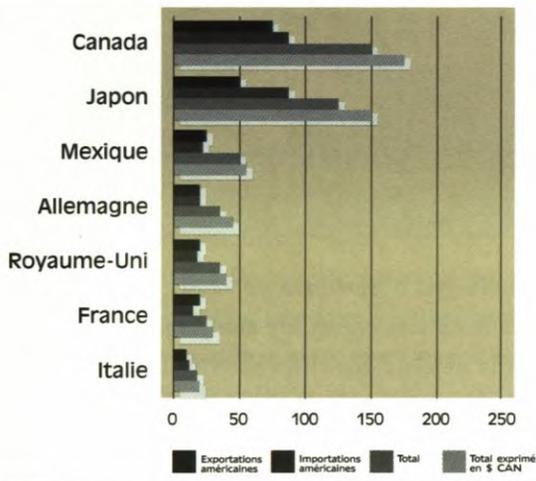
La stabilité du dollar canadien
(Indices des taux de change annuels moyens par rapport au dollar américain [valeur en janv. 1987 = 100])



Sources : Revue de la Banque du Canada; FMI. *Statistiques financières internationales*, février 1993.



Les liens les plus étroits avec le marché américain
(Total des échanges commerciaux avec les É.-U.; \$ US convertis en \$ CAN, 1991 - En milliers)



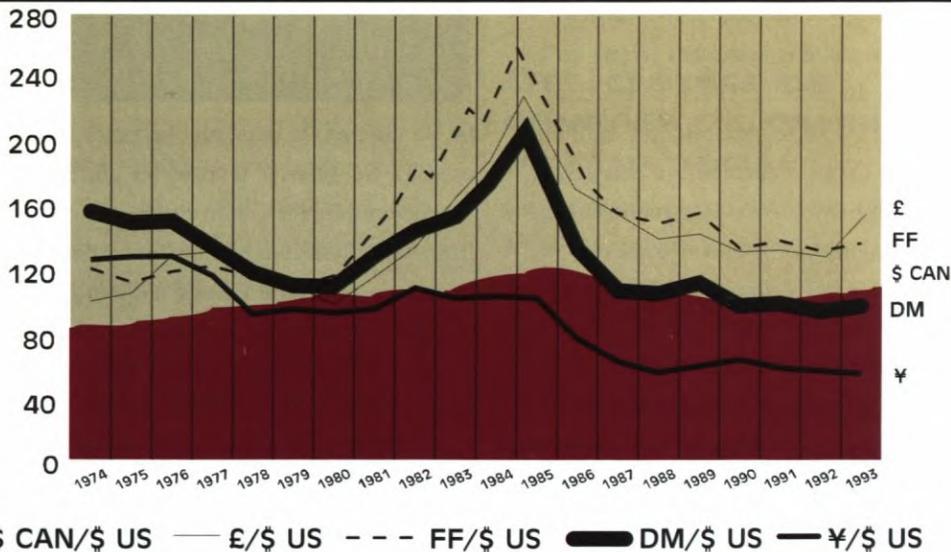
Sources : OCDE, *Monthly Statistics of Foreign Trade*, janvier 1993; U.S. Department of Commerce, International Trade Administration.

droits de douane et d'autres obstacles commerciaux. Ce sont les exportations de produits manufacturés, dont les échanges ont été libéralisés aux termes de l'ALÉ, qui affichent la plus forte hausse, ceux-ci s'étant accrus de près de 38 % depuis l'entrée en vigueur de l'accord en 1989.

L'ALÉNA multiplie les débouchés des exportateurs canadiens en leur donnant libre accès au marché mexicain. Au cours des années à venir, d'autres pays devraient adhérer à l'ALÉNA.

Grâce à la politique monétaire rationnelle du Canada et à ses liens commerciaux étroits avec les États-Unis, le cours du dollar canadien par rapport au dollar américain est plus stable que celui d'autres grandes devises. Cette stabilité confère un avantage aux entreprises dont le siège est au Canada en protégeant la compétitivité de leurs exportations.

La stabilité du dollar canadien
(Indices des taux de change par rapport au dollar américain [valeur en janv. 1980 = 100])



Source : Revue de la Banque du Canada.



« **DES VILLES COSMOPOLITES, UN CLIMAT DOUX, LA BEAUTÉ DE LA NATURE, TOUS CES AGRÈMENTS FONT DE LA COLOMBIE-BRITANNIQUE, AU CANADA, L'UN DES ENDROITS LES PLUS ATTRAYANTS DU MONDE AUPRÈS DES INGÉNIEURS QUI INVESTISSENT DANS LEUR CARRIÈRE. PLUSIEURS UNIVERSITÉS ET AUTRES ÉTABLISSEMENTS D'ENSEIGNEMENT POSTSECONDAIRE OFFRENT UN BASSIN DE DIPLOMÉS DE GRANDE QUALITÉ DANS LEQUEL HUGHES AIRCRAFT PUISE POUR ALIMENTER SA CROISSANCE FUTURE.** »

— W.C. SITLAND, PRÉSIDENT,
HUGHES AIRCRAFT OF
CANADA LIMITED, SYSTEMS
DIVISION



UN MODE DE VIE SAIN ET SOPHISTIQUE

Le Canada est célèbre pour la stabilité et la solidité de ses institutions politiques, bien qu'on y trouve de nombreux courants de pensée politique. Les cadres qui s'établissent au Canada peuvent se réjouir à la perspective non seulement de la prospérité de leur entreprise, mais aussi d'une vie très agréable. D'après le Human Development Report des Nations Unies, le Canada se classe premier parmi tous les pays du monde, mesurés à l'indice du développement humain de l'Organisation des Nations Unies (ONU), qui réunit des indicateurs économiques, sociaux et politiques.

UN ENSEIGNEMENT DE HAUTE QUALITÉ ET PEU CÔUTEUX

On trouve au Canada des établissements d'enseignement secondaire publics et privés, y compris des écoles internationales dont les élèves viennent des quatre coins de la planète. Les universités et collèges canadiens comptent parmi les meilleurs du monde. Grâce au soutien important du secteur public, les étudiants reçoivent un enseignement de bonne qualité moyennant des frais de scolarité considérablement moins élevés que ceux d'établissements scolaires équivalents aux États-Unis.

DES VILLES PROPRES OÙ IL FAIT BON VIVRE

Le Canada compte 26 agglomérations de plus de 100 000 habitants et 3 grandes villes de plus d'un million d'habitants. Nombre de ses villes sont parmi les plus propres, les plus sûres et les plus



pittoresques d'Amérique du Nord. Les taux de crimes graves n'y atteignent pas la moitié de ceux des villes américaines. De plus, les villes canadiennes sont renommées pour leur caractère cosmopolite et pour l'harmonie des rapports entre les divers groupes ethniques qui y habitent. L'air y est pur, et l'eau du robinet y est potable grâce aux efforts du gouvernement et de l'industrie, qui collaborent à la protection de l'environnement.

VOICI D'AUTRES ATTRAITS DES VILLES CANADIENNES :

Des activités culturelles variées – Le théâtre, le cinéma, la musique, la danse, les musées, les galeries d'art et les bibliothèques publiques y sont de grande qualité. Les villes canadiennes possèdent des orchestres, des compagnies d'opéra et des troupes de ballet qui font des tournées internationales très applaudies. Elles accueillent par ailleurs des artistes de renommée mondiale. D'après un rapport du U.S. National Endowment for the Arts, le Canada est un chef de file au chapitre du financement public (montant par habitant) des arts et de la culture.



Des transports en commun efficaces – Les villes canadiennes sont réputées pour la propreté de leurs métros, trains de banlieue et autobus, aussi bien que pour l'efficacité de leurs réseaux. De plus, leurs réseaux routiers sont modernes et bien entretenus.

Un milieu cosmopolite – Les villes canadiennes réunissent les cultures européennes, asiatiques, latino-américaines et africaines. Vancouver, par exemple, est fière de posséder une grande communauté d'origine asiatique, alors que Toronto est un creuset de cultures européennes, asiatiques et autres. Le Québec apporte pour sa part une saveur européenne bilingue (français-anglais) à l'Amérique du Nord.



Les cadres internationaux trouveront au Canada la cuisine, la littérature et les divertissements propres à l'Amérique du Nord et à leur pays d'origine.

DE VASTES ESPACES NATURELS POUR LES SPORTS ET LES LOISIRS

Deuxième pays du monde quant à sa superficie, le Canada, qui affiche aussi la plus faible densité de population de tous les grands pays industrialisés, offre des

possibilités illimitées dans le domaine des loisirs de plein air.

Ses parcs nationaux et provinciaux, qui couvrent une superficie supérieure à celle de l'ensemble du territoire national italien ou japonais, comprennent des montagnes aux contours déchiquetés, des lacs d'eau douce, des côtes panoramiques, des paysages arctiques extraordinaires et de vastes forêts sauvages. Beaucoup de cadres canadiens ont une maison « de campagne » dans un site pittoresque au bord d'un lac ou en montagne, à environ une heure de route de la grande ville.

Les sports les plus populaires comprennent le golf, la pêche, la natation, la bicyclette, le ski, le hockey, le baseball, le soccer, la randonnée en montagne, la voile et le canot. Le Canada compte des équipes professionnelles de baseball, de hockey, de football et de soccer. Il accueille de grandes compétitions professionnelles et amateurs de golf, de tennis et d'autres sports individuels.

DES CENTRES DE CONGRÈS DE CALIBRE INTERNATIONAL

Les villes canadiennes sont reconnues depuis longtemps pour leur savoir-faire dans l'organisation de grandes rencontres internationales, y compris des centaines de congrès internationaux chaque année.

Par exemple, les chefs de gouvernement du G-7 se réuniront à Halifax en 1995 (une telle réunion a également eu lieu à Toronto en 1989); Vancouver a accueilli la rencontre au sommet des présidents américain et russe en 1993 ainsi que



Industrie Canada





Industrie Canada

l'Exposition universelle de 1986; et les villes de Montréal et Calgary ont toutes les deux accueilli des Jeux olympiques très réussis. Les grandes villes canadiennes possèdent tous les équipements nécessaires — hôtels et palais des congrès — pour la tenue de réunions d'affaires, de foires commerciales et de congrès.

UN CLIMAT HOSPITALIER

Le climat canadien est varié. Caractérisé par quatre saisons bien marquées, il étonne souvent les visiteurs qui s'attendent à des températures beaucoup plus froides. La grande majorité de la population du pays habite à moins de 250 km de la frontière des États-Unis, et le point le plus méridional du Canada se trouve à la même latitude que le nord de la Californie. Par conséquent, la plupart des villes canadiennes jouissent d'un climat semblable à celui du nord de l'Europe ou des États-Unis.

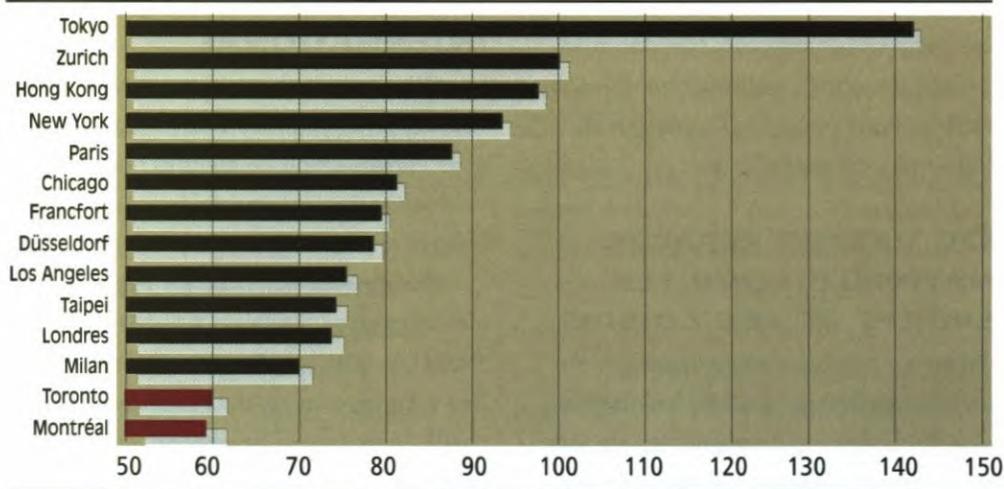
UN RÉGIME UNIVERSEL DE SOINS DE SANTÉ

Les cadres qui sont mutés au Canada sont admissibles à son régime universel de soins de santé, qui réunit les meilleurs éléments de ses pendants américains et européens et qui fournit d'excellents soins à un prix raisonnable. Tous les habitants du pays sont assurés dans le cadre d'un régime qui relève du gouvernement provincial et qui les autorise à choisir leur propre médecin. Ce régime d'assurance-maladie est particulièrement avantageux pour le milieu des affaires puisqu'il offre des services comparables à ceux qu'on trouve aux États-Unis, mais à des prix beaucoup moins élevés.

UN COÛT DE LA VIE ABORDABLE

Les villes canadiennes présentent tous ces agréments, mais le coût de la vie y est très abordable par comparaison avec d'autres centres d'affaires internationaux.

Niveaux des prix observés dans de grandes villes (Zurich = 100)



Sources : BANQUE UNION DE SUISSE. *Prices and Earnings Around the Globe*, 1991.

Nota : Coûts d'un panier de 112 produits et services, y compris 3 catégories de loyer, pondérés par les habitudes des consommateurs.

L'ESSENTIEL DES AVANTAGES DU CANADA



D'EXCELLENTE PERSPECTIVES D'INVESTISSEMENT

La plupart des grandes multinationales du monde ont une présence au Canada. Même la dernière récession mondiale n'a pas interrompu les flux d'investissements au Canada. Comme l'a fait voir la présente brochure, il y a d'excellentes raisons pour lesquelles les sociétés internationales ont choisi d'investir au pays. Bien sûr, le lecteur n'est pas obligé de nous croire sur parole, mais il est invité à consulter les cadres de multinationales qui ont des installations dans diverses parties du continent. Ils vous diront que leur entreprise canadienne « est la plus rentable ».

Ils savent que le Canada offre un climat politique et social stable, un riche marché intérieur où ils peuvent vendre leurs produits et services, et une base concurrentielle d'où exporter vers les autres pays du continent et du monde. Ils comptent sur une main-d'œuvre qualifiée pour la fabrication de produits évolués, la pres-

tation efficace de services et la réalisation d'activités de R-D productives. Ils ont l'avantage de disposer d'approvisionnements en énergie et en minerais, sûrs et peu coûteux, d'avoir accès à des réseaux de télécommunications et de transport hautement perfectionnés et bien entretenus, et d'être tout près des marchés les plus riches du monde. De plus, les cadres internationaux qui s'établissent ici jouissent, eux et leur famille, d'une qualité de vie enviable.

Avec la relance de son économie, l'essor de ses exportations, son faible taux d'inflation et l'accroissement de la productivité de sa main-d'œuvre, le Canada offre d'excellentes perspectives d'avenir aux investisseurs internationaux. En effet, les prévisionnistes du secteur privé s'attendent à ce que les bénéfices des sociétés canadiennes croissent de façon importante au cours des prochaines années. Le Canada est promis à un avenir qui présente à l'investisseur international des avantages attrayants.

« NOUS FABRIQUONS DES PRODUITS AU CANADA DEPUIS 75 ANS. NOTRE LABORATOIRE DE LOGICIELS [...] COMPTE PARMI NOS TROIS MEILLEURS DANS LE MONDE ENTIER. NOUS VENONS D'OUVRIR UN NOUVEAU CENTRE DE FORMATION ET DE SERVICES À LA CLIENTÈLE. ET LA QUALITÉ DE LA VIE AU CANADA EST SUPERBE : NOS EMPLOYÉS Y JOUISSENT D'EXCELLENTE CONDITIONS DE VIE, ET PROFITENT DE TRÈS BONNES ÉCOLES ET DE CONDITIONS DE TRAVAIL AGRÉABLES. »

— WILLIAM A. ETHERINGTON,
PRÉSIDENT-DIRECTEUR
GÉNÉRAL, IBM CANADA
LIMITED

« QUAND JE PENSE À L'ÉTENDUE DE SON TERRITOIRE, À L'ABONDANCE DE SES RICHESSES NATURELLES, À SA POPULATION BIEN INSTRUITE ET À SA GRANDE QUALITÉ DE VIE, JE RESTE ENTIÈREMENT CONVAINCU QUE LE CANADA CONNAÎTRA UNE GRANDE PROSPÉRITÉ AU XXI^e SIÈCLE. IL Y A LIEU DE SONGER SÉRIEUSEMENT À INVESTIR AU CANADA. »

— MASAO IKEDA, ANCIEN
VICE-PRÉSIDENT EXÉCUTIF,
MITSUI & Co.



Storage

CA1 EA 94C11 FRE

Investir au Canada : un choix
incontournable. --

43270239



Pour de plus amples renseignements

Pour obtenir de l'information sur l'investissement au Canada, veuillez communiquer avec l'ambassade ou le consulat canadiens le plus près de chez vous, ou vous adresser directement à la :

Direction générale de l'investissement et
de la technologie
Ministère des Affaires étrangères et du
Commerce international
Édifice Lester B.-Pearson
125, promenade Sussex
Ottawa (Ontario)
Canada K1A 0G2

Téléphone : (613) 995-4128

Télécopieur : (613) 995-9604

Télex : 053-4450